

# Benflis : «Mon programme émane des revendications du hirak»

Qualifications CAN-2021/EN-Zambie

## Belkabla et Soudani reviennent

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Présentation du projet de loi modifiant le Code de procédure pénale

# Combattre le crime économique

Le projet de loi modifiant le Code de procédure pénale présenté hier à l'APN par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, vise à «combattre» le crime économique et donc à préserver les deniers publics. Page 2



Marchés publics et corruption

## Les défauts de la cuirasse



Par Saâd Taferka

**E**n raison de la nature et de structure de l'économie nationale, basées sur les recettes issues, à plus de 96 %, des hydrocarbures, les affaires de malversation et de corruption sont, elles, presque toujours liées à la commande publique dont les maîtres d'ouvrage et ordonnateurs sont les différents démembrés de l'Etat.

Le texte de loi régissant ce segment majeur de la vie nationale est le Code des marchés publics. La version en vigueur est celle révisée et refondée datant de septembre 2015. En effet, une part importante, voire hégémonique des activités inhérentes aux prestations de travaux ou d'études ou aux fournitures de marchandises, est celle commandée par l'administration alimentée par le budget de l'Etat. Les procédures de contractualisation prévues à cet effet sont, entre autres : l'avis d'appel d'offres national ou international, la consultation, le bon de commande... etc, et cela, selon la nature des prestations et leur volume.

Au cours des 20 dernières années, des milliers d'entreprises de travaux (construction, travaux publics, hydraulique...) ou de fournitures de marchandises (mobiliers de bureau, matériel informatique, matériel d'imagerie médicale, consommables de bureau...) n'ont été créées que pour prendre des marchés auprès des institutions publiques, particulièrement à la faveur du lancement des grands travaux d'infrastructures et équipements dans le cadre des plans quinquennaux, des plans Hauts- Plateaux et Sud, et d'autres programmes traditionnels pilotés par les administrations de l'Etat.

Pour les entreprises en question, le grand défi est l'accès aux marchés publics dans le cadre des avis d'appel d'offres ou de consultations lancés par les différents maîtres de l'ouvrage à l'échelle du territoire national. Cet enjeu a valu aux procédures engagées des pratiques de corruption, parfois de grande dimension, consistant, pour l'entreprise soumissionnaire, à monnayer son accès en versant des commissions à des agents publics, membres de la commission d'évaluation des offres.

Page 4

Opéra d'Alger

## Le Festival culturel international de danse contemporaine s'ouvre à Alger

Page 15



Présentation du projet de loi modifiant le Code de procédure pénale

# Combattre le crime économique

**Le projet de loi modifiant le Code de procédure pénale présenté hier à l'APN par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, vise à « combattre » le crime économique et donc à préserver les deniers publics.**



Par S. A. Mohamed

Exposant les dispositions du texte, le garde des Sceaux a affirmé que l'amendement du Code de procédure pénale s'inscrivait dans le cadre de la « poursuite des efforts déployés par l'Etat pour préserver les deniers publics », à travers notamment la « consolidation et le renforcement du cadre juridique de lutte contre la criminalité, par l'abrogation des dispositions à effet négatif sur la mise en mouvement de l'action publique et son exercice par le ministère public d'une part, et celles faisant obstacles à la Police judiciaire lors de l'accomplissement de ses missions, d'autre part ». Pour ce faire, le projet de loi propose l'abrogation des articles 6 bis, 15 bis, 15 bis 1 et 15 bis ter Code de procédure pénale relatifs aux conditions de mise en mouvement de l'action publique pour les crimes en lien avec les deniers publics, ainsi que les attributions et missions des officiers de la Police judiciaire relevant des services militaires de sécurité. Les mesures prévues par le Code de procédure pénale de juillet 2015 ont vu l'introduction de la condition de la plainte préalable des organes sociaux de l'entreprise économique pour la mise en mouvement de l'action publique à l'encontre des dirigeants des entreprises économiques dont l'Etat détient la totalité des capitaux ou

à capitaux mixtes, pour des faits de gestion entraînant le vol, le détournement, la dégradation ou la perte de deniers publics ou privés. Pour M. Zeghmati, le texte dudit article qui se voulait une sorte de protection des dirigeants des entreprises économiques, tenus à l'abri des poursuites judiciaires qui pourraient être infondées au regard de la nature de leur travail, avait des répercussions « très négatives » sur la mise en mouvement de l'action publique pour les crimes en lien avec les deniers publics. Ces dispositions, ajoute le ministre, constituent un « obstacle » qui entrave l'activité des juridictions, en général, et du ministère public, en particulier, en raison de la position et des agissements des représentants des organes sociaux des entreprises, lesquels « s'abstiennent de porter plainte » contre les auteurs d'actes criminels, arguant de l'absence de la qualification pénale des actes objet d'enquête, qu'ils estiment, de bonne foi ou sciemment, être de simples « erreurs de gestion qui ne s'apparentent pas à des crimes », alors que cela relève des prérogatives exclusives du juge. Aussi, l'article 15 bis du Code de procédure pénale, introduit en mars 2017, a limité les missions de la police judiciaire des officiers et sous-officiers relevant des services militaires de sécurité aux crimes d'atteinte à la Sûreté de l'Etat prévus dans le Code pénal, ce qui a réduit le rôle de

cet organe dans les recherches et investigations relatives aux crimes ». La pratique sur le terrain a montré que la limitation des missions de ce service à certains crimes « a impacté négativement sur le déroulement » des investigations et des enquêtes dans des affaires de droit commun, notamment les affaires de corruption et d'atteinte à l'économie nationale, dont les crimes transfrontaliers. Partant de ce constat, le ministre a jugé impératif d'« élargir le domaine de compétence » dans ce corps de police judiciaire pour englober tous les crimes prévus dans la législation pénale. Compte tenu de la qualité de militaire dont jouissent les officiers de Police judiciaire relevant de la gendarmerie nationale et des services militaires de sécurité, le procureur général territorialement compétent se charge d'informer le procureur général militaire sur le cas de saisine, si l'officier de police judiciaire concerné relève du corps de la Gendarmerie nationale. S'il s'agit d'un officier de police judiciaire relevant des services militaires de sécurité, le procureur général près la cour d'Alger engage les procédures de saisine de la chambre d'accusation de ladite cour, seule habilitée à trancher ce type de manquements et ce, après consultation du procureur général militaire territorialement compétent, lequel doit émettre son avis dans un délai n'excédant pas 15 jours. Ledit projet de loi présenté devant la Commission juridique, propose

également l'abrogation des deux articles 15 bis 1 et 15 bis ter du Code de procédure pénale, lesquels stipulent que l'officier de police judiciaire n'est en mesure d'exercer, de manière effective, les attributions liées à sa qualité qu'une fois habilité, sur décision du procureur général près la cour de justice du ressort duquel exerce l'officier en question, et sur proposition de l'autorité administrative dont il relève. Pour M. Zeghmati, cette procédure d'habilitation « a montré ses limites en matière de performances de la police judiciaire et n'a apporté aucun plus à la qualité de ses prestations, d'où la nécessité de son annulation ».

S.A.M.

## Ouverture prochaine d'un concours de recrutement de 274 magistrats

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a annoncé, hier à Alger, l'ouverture prochaine, d'un concours pour le recrutement de 274 magistrats, mettant l'accent sur l'impérative révision du système de formation de ce corps, au regard de la sensibilité des missions qui lui sont confiées.

Répondant aux préoccupations des députés concernant le projet de loi modifiant le Code de procédure pénale, le ministre a fait état de l'ouverture prochaine d'un concours pour le recrutement de 274 magistrats, soulignant l'impérative révision progressive du système de formation, au regard des missions sensibles confiées au magistrat.

« Nous avons une expérience amère sur ce sujet, car la mission du magistrat est délicate et sensible et ne se limite pas seulement aux informations juridiques », a-t-il indiqué, ajoutant que le magistrat n'est pas un fonctionnaire ordinaire d'où la nécessité d'accorder un intérêt particulière à sa formation.

Il a estimé, dans ce contexte, que la formation de quelque 416 magistrats en trois années seulement, était « inconcevable et ne relève pas du sérieux », M. Zeghmati a affirmé que la magistrature avant qu'elle ne soit une connaissance des lois, est « une question de morale et d'une éducation riche et aussi de moyens ».

Rejetant les accusations portées contre les magistrats dénigrant leurs compétences, le ministre a indiqué que « c'est nous qui leur avons accordés l'opportunité de le faire ».

Grippe saisonnière

## Début de la campagne nationale de vaccination 2019-2020

La campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière 2019-2020 a débuté au niveau des unités de santé de proximité et des pharmacies d'officine, notamment au profit des personnes âgées, des malades chroniques, des enfants, des femmes enceintes et des personnels de santé, a annoncé hier, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

« Cette campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, qui débute habituellement au mois d'octobre, a été retardée, cette année, parce que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a tardé à définir la souche du virus qui chan-

ge d'une année à l'autre », a affirmé le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Djamel Fourar, lors d'une conférence de presse animée avec le directeur général de l'Institut national de santé publique (Insp), le Pr Lyes Rahal, et du chargé du Laboratoire national de la grippe et des virus respiratoires à l'Institut Pasteur d'Algérie, le Dr Fawzi Derrar, à l'occasion de l'annonce officielle du début de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière 2019-2020.

L'Algérie a importé 2,5 millions de doses de vaccin antigrippal qui ont été réparties entre les wilayas en fonction des besoins, a précisé M. Fourar, indiquant que ces vac-

cins seront mis à la disposition des groupes concernés au niveau des unités de santé de proximité et des pharmacies d'officine, mais aussi de certains malades dans les grands hôpitaux et les centres pour personnes âgées à travers le territoire national.

Comme à l'accoutumée, un dispositif spécial de prise en charge des cas de grippe saisonnière a été mis en place au niveau des établissements hospitaliers, a-t-il ajouté.

Rappelant qu'en 2018, la grippe saisonnière avait fait 23 morts en Algérie et 600 000 morts dans le monde, le responsable a souligné que la vaccination demeurerait le meilleur moyen de se prémunir contre ce virus et de réduire la mor-

talité dont il est à l'origine.

Pour sa part, le Dr Derrar a mis en exergue l'importance du rôle des médias dans la sensibilisation afin d'encourager les groupes à risque à se faire vacciner, d'autant, a-t-il dit, que la souche du virus de cette année est considérée par l'OMS comme « particulièrement coriace ». La campagne nationale de vaccination se poursuivra jusqu'au mois d'avril 2020, a-t-il dit.

De son côté, le Pr Rahal a fait savoir que toutes les mesures préventives avaient été prises par le ministère, évoquant en particulier l'élaboration de spots publicitaires en langues arabe, française et amazighe qui seront diffusés à la Radio et à la Télévision et l'organisation de

campagnes de sensibilisation au niveau des places publiques.

Le directeur général de l'Insp a, à cette occasion, rappelé quelques précautions à prendre pour éviter la propagation de la grippe, notamment se couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir en papier pour tousser ou éternuer et se laver les mains soigneusement et régulièrement.

Le vaccin antigrippal est gratuit au niveau des unités de santé publique et des centres hospitaliers. On peut également se le procurer dans les pharmacies d'officine pour 661 DA et il est remboursé par la sécurité sociale pour les personnes à risque.

L. K.

# ÉVÈNEMENT

Il a révélé hier son programme pour la présidentielle

## Benflis : «Mon programme émane des revendications du hirak»

**Dissolution de l'APN, transformation du Sénat, refonte des textes qui régissent les élections, suppression du privilège d'immunité judiciaire du président de la République, du Premier ministre et des ministres et limitation de l'immunité parlementaire sont, entre autres, les grandes lignes du programme politique du président du parti Talaïe El Houriet, Ali Benflis, candidat à l'élection présidentielle de 12 décembre.**



Par Karima Nacer

**P**our lui, il y a une situation d'urgence politique, économique et sociale. Cette situation d'urgence nationale doit correspondre à un programme d'urgence nationale. Le programme d'urgence nationale est conçu, selon Benflis, en ligne droite des revendications justes et légitimes de la révolution démocratique et pacifique.

Lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Hilton à Alger, Benflis déclare que son programme vise à «transformer l'Etat national et Etat de droit, la refonte de nos ordres constitutionnel et institutionnel de manière telle que l'exercice des responsabilités politiques soit soumis en permanence au contrôle, à la reddition des comptes et à la sanction». Dans le cas où Benflis est élu président, il promet juste après la prestation de serment «d'engager immédiatement des

consultations avec les partis et personnalités politiques et représentants de la société civile pour les écouter et bénéficier de leurs critiques». Aussi, il indiquera qu'un gouvernement d'ouverture nationale sera mis en place avec les soutiens des candidats, mais également avec des compétences nationales. Benflis révèle également comme priorité la dissolution de l'APN, considérant que l'actuelle n'a plus de légitimité. Il promet aussi de revoir en profondeur les textes qui régissent les élections, notamment la loi sur les partis politiques, le code électoral, ainsi que l'Autorité indépendante des élections. Il est question pour Benflis de «mettre définitivement fin à la personnalisation du pouvoir et promouvoir la citoyenneté et l'Etat de droit, tels que revendiqués par le hirak. Selon son programme, le future Premier ministre sera issu de la majorité parlementaire et aura à partager les pouvoirs avec le chef de l'Etat. Le

Conseil de la nation sera supprimé dans sa configuration actuelle pour être remplacé par «le Conseil supérieur des territoires». Ce n'est pas tout, le Conseil constitutionnel deviendra Cour constitutionnelle et son président sera désigné par ses pairs et non pas par le président de la République. Benflis s'engage également à dégager une commission de la future Assemblée élue, qui va proposer un projet de constitution pour le pays, qui sera soumis au référendum. Benflis ajoute que son programme vise également à supprimer le privilège d'immunité judiciaire du président de la République, du Premier ministre et des ministres et à limiter l'immunité parlementaire.

Ali Benflis qui a reconnu tout de même que sa candidature «ne plaît pas à l'ensemble des citoyens», est convaincu cependant que l'heure est à la prise des responsabilités. «Les soucis que peut me causer ma

candidature sont rien devant les problèmes de l'Algérie actuellement», estime-t-il. «Mon programme est celui d'un homme qui croit en la démocratie, un homme qui n'a pas attendu le 22 février pour résister au système», affirme-t-il, ajoutant que «Je n'hésite pas à affirmer que l'Algérie est entrée dans la zone de tous les dangers».

Tout comme il y a un système politique à reconstruire, il y a aussi tout un système économique et social à rebâtir, indique Benflis. Pour cela, il faut la dépolitisation et la débureaucratization de l'acte économique, le saupoudrage et la dispersion des ressources auquel il faudra donner un coup d'arrêt, les barrières aux investisseurs nationaux et étrangers qu'il faudrait démanteler, le commerce intérieur et extérieur dont le fonctionnement requiert de profondes remises en question et enfin, l'économie informelle qu'il faut éradiquer, exige Benflis.

K.N.

Election présidentielle

## Les 54 engagements de Tebboune

**L**e candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelmadjid Tebboune, a rendu public, samedi, son programme électoral, placé sous le thème «Engagés pour le changement, capables de le réaliser» qui comporte 54 engagements pour l'instauration d'une «nouvelle République».

Parmi les engagements prévus dans le programme de M. Tebboune, «une large révision de la Constitution, une reformulation du cadre juridique des élections, un renforcement de la bonne gouvernance à travers la séparation du monde des affaires de la politique, et une mise en place de mécanismes garantissant la probité des fonctionnaires publics».

Outre «une réforme globale de la Justice, de l'organisation territoriale et de la gestion de l'administration locale», le raffermissement de la démocratie participative figure également parmi les engagements du candidat.

A travers son programme, M. Tebboune s'engage, par ailleurs, à «édifier

une société civile libre et active en mesure d'assumer sa responsabilité en tant que contre-pouvoir, mettre en application un plan d'action au profit des jeunes régi par un cadre réglementaire, incluant des mesures permettant de transmettre le flambeau à la jeunesse, et à consolider les composantes de l'identité nationale, à savoir : l'Islam, l'arabité et l'amazighité».

Au volet économique, le candidat indépendant à la présidentielle du 12 décembre prochain vise «l'application d'une nouvelle politique de développement hors hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale».

«Une amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'investissement, notamment extérieur direct» sont aussi prévus dans ce programme électoral. Les volets Défense et la politique

étrangères n'étant pas en reste, M. Tebboune promet de «mettre l'industrie militaire au service de la sécurité et de la défense nationales, et en faveur du développement économique, et s'employer à la révision des objectifs et des missions classiques de la diplomatie algérienne», tout en veillant à «la promotion la participation de la communauté nationale à l'étranger dans le renouveau national». «Je me porte candidat libre et toutes les voies qui me soutiennent sont les bienvenues à l'exception de celles qui gravitent autour du courant étranger ou attentent aux constantes nationales», a précisé M. Tebboune à une question de la presse, estimant que tous les candidats à la magistrature suprême du pays «bénéficieront des mêmes chances, et c'est au peuple de choisir son président en toute liberté». Le programme électoral de M. Tebboune «cadre avec le vécu et les revendications du hirak, c'est pour autant qu'il est applicable», a-t-il conclu.

K. L.

### Mostaganem Marche de soutien à l'élection présidentielle

Des citoyens ont organisé, hier à Mostaganem, une marche pacifique pour exprimer leur soutien à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, a-t-on constaté sur place. Les participants à cette initiative, représentant différentes couches sociales de la wilaya, se sont regroupés devant la place de l'Indépendance, face au siège de l'APC, pour ensuite traverser les boulevards Cheikh Bendine, Hocine Hamadou puis la route d'Oran et enfin pour atteindre le boulevard Boumaâza Mohamed, devant le siège de la wilaya.

Les manifestants ont scandé différents slogans comme «Djeich, chaâb, khawa khawa», «Oui à l'élection et non à la corruption», «les élections sont la solution» et «Non à l'inconnu». Les marcheurs ont insisté sur la nécessité de s'attacher à la solution constitutionnelle pour régler la crise politique, de parachever le processus électoral lancé en septembre dernier et de soutenir l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de la glorieuse armée de Libération nationale (ALN). Ils ont également réitéré, à travers leurs slogans, l'importance de renforcer le lien ANP-nation, notamment pour ce qui a été concrétisé ces derniers mois par l'accompagnement de l'Armée des revendications du changement et ses efforts en vue de protéger le pays et sa stabilité. La pluie et le froid glacial n'ont pas empêché les manifestants de poursuivre leur marche, achevée ensuite dans le calme.

R. M.

### Fillali Ghouini appelle les Algériens à «une participation massive»

Le président du mouvement El Islah, Fillali Ghouini, a appelé, samedi à Alger, les Algériens à «participer massivement» au prochain scrutin présidentiel prévu le 12 décembre afin de «consacrer la souveraineté du peuple et satisfaire les revendications légitimes dans le cadre de la nouvelle République nationale à laquelle aspire tout un chacun».

La prochaine élection présidentielle sera «le point de départ vers la consécration de la nouvelle République dont rêve la majorité des Algériens et qui aura pour principale référence la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, a indiqué M. Ghouini dans une déclaration au terme des travaux de la session extraordinaire du conseil de la choura (consultatif) de son parti.

Dans ce contexte, M. Ghouini a affiché le soutien de sa formation politique au candidat à la présidentielle, Abdelmadjid Tebboune qui, dit-t-il, «présente un programme solide», soulignant «l'engagement du mouvement El Islah et ses militants à mettre en oeuvre cette décision».

M. Ghouini a réitéré, par ailleurs, l'attachement de sa formation politique à «saisir l'occasion du prochain scrutin présidentiel pour élargir la base des participations et procurer un soutien populaire au candidat Abdelmadjid Tebboune en adoptant le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs dans le paysage politique national».

Soulignant l'impératif d'aller vers «le changement dans le cadre de la légitimité constitutionnelle», le président du Mouvement El Islah a dit espérer que les prochaines élections seront «transparentes, crédibles et couronnées par l'élection d'un nouveau président qui puisse exercer toutes ses prérogatives constitutionnelles».

H. T.

Marchés publics et corruption

# Les défauts de la cuirasse

**En raison de la nature et de structure de l'économie nationale, basées sur les recettes issues, à plus de 96%, des hydrocarbures, les affaires de malversation et de corruption sont, elles, presque toujours liées à la commande publique dont les maîtres d'ouvrage et ordonnateurs sont les différents démembrés de l'Etat.**



Par Saâd Taferka

**L**e texte de loi régissant ce segment majeur de la vie nationale est le Code des marchés publics. La version en vigueur est celle révisée et refondée datant de septembre 2015. En effet, une part importante, voire hégémonique des activités inhérentes aux prestations de travaux ou d'études ou aux fournitures de marchandises, est celle commandée par l'administration alimentée par le budget de l'Etat. Les procédures de contractualisation prévues à cet effet sont, entre autres : l'avis d'appel d'offres national ou international, la consultation, le bon de commande...etc, et cela, selon la nature des prestations et leur volume.

Au cours des 20 dernières années, des milliers d'entreprises de travaux (construction, travaux publics, hydraulique...) ou de fournitures de marchandises (mobiliers de bureau, matériel informatique, matériel d'imagerie médicale, consommables de bureau...) n'ont été créées que pour prendre des marchés auprès des institutions publiques, particulièrement à la faveur du lancement des grands travaux d'infrastructures et équipements dans le cadre des plans quinquennaux, des plans Hauts-Plateaux et Sud, et d'autres programmes traditionnels pilotés par les administrations de l'Etat.

Pour les entreprises en question, le grand défi est l'accès aux marchés publics dans le cadre des avis d'appel d'offres ou de consultations lancés par les différents maîtres de l'ouvrage à l'échelle du territoire national. Cet enjeu a valu aux procédures engagées des pratiques de corruption, parfois de grande dimension, consistant, pour

l'entreprise soumissionnaire, à monnayer son accès en versant des commissions à des agents publics, membres de la commission d'évaluation des offres. Cela se traduit par l'élimination injuste et illégale de concurrents qui ont donné une meilleure offre, technique ou financière, par la dépréciation des valeurs morales et professionnelles des agents de l'Etat entraînés dans la corruption, et enfin, par une réalisation souvent bâclée des travaux, ou la fourniture de marchandises de qualité médiocre par rapport aux prix proposés. Ces trois maux, l'Algérie a eu à les connaître, à les gérer dans des milliers d'opérations liées à la commande publique. Les gérer, cela signifie en assumant les conséquences et, parfois- lorsque les conditions de reddition des comptes sont réunies -, à exposer à la justice ces cas comme étant des affaires de corruption.

## Réceptacle de la corruption

La majorité des affaires de corruption qui ont défrayé la chronique au cours de l'année 2019, et dont la justice s'est saisie de manière inédite, sont liées à la passation de marchés publics. Les autres affaires financières ne sont pas basées sur l'intervention des marchés publics, mais sur l'évasion fiscale ou l'abus de biens sociaux de la part d'entreprises privées. A cela s'ajoutent naturellement les actes de conclusion ayant lieu dans des services publics sollicités par les citoyens. Ces derniers peuvent être appelés à payer un service public supposé gratuit, et l'argent est empoché par un agent de l'Etat. Mais, comparés à la grande corruption grevant les marchés publics - issus de la commande de

l'Etat en fournitures, travaux, études ou autres prestations -, ces sommes ne représentent rien. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'investissements publics durant deux décennies, les agents publics ont eu à facturer quelque 1000 milliards de dollars, répartis sur des ouvrages comme les autoroutes, les chemins de fer, les barrages hydrauliques, les stations de dessalement, les différentes formules de logements...etc. Bureaux d'études et entreprises de réalisation ou fournisseurs, ont eu à contracter avec les services de l'Etat - allant de l'APC jusqu'au ministère, en passant par les directions de wilaya, les établissements publics administratifs, les établissements à caractère scientifique, les Epic et les EPE - des milliers de marchés ou conventions, selon les procédures habituelles prévues par le Code des marchés publics, dont l'avis d'appel d'offres et la consulta-

## Les «justifications» d'un ancien Premier ministre

Exceptionnellement, le maître de l'ouvrage peut recourir à un marché de gré à gré. Cette exception, qui fait abstraction du principe de la concurrence, dictée normalement par un caractère d'urgence impérieuse, a fini par donner lieu aux interprétations les plus diverses, car l'urgence ne pouvant que rarement être quantifiée et évaluée de manière exacte sur une base matérielle indiscutable.

Un grand nombre d'affaires de justice rapportées par les médias au cours de ces dernières années ont eu pour défaut de la cuirasse cette procédure sur laquelle pèse

mout soupçons et que n'engagent que certains ordonnateurs «téméraires». Certains d'entre eux, allant du président d'APC jusqu'au ministre, se retrouvent en prison. Il arrive même parfois que des ordres verbaux soient donnés par des supérieurs, comme le wali par exemple, pour faire passer une telle procédure. L'ordonnateur secondaire, en l'occurrence un directeur de wilaya, n'a qu'à s'y mettre ou se démettre. La suite est connue de tout le monde; c'est que devant le juge ou le procureur, aucun ordre verbal n'a de valeur juridique, dû-il être enregistré par les moyens modernes de communication.

Avec le volume de marchés et conventions passés par les différents services de l'Etat depuis le début des années 2000, les tentations se sont multipliées au niveau de certains agents et cadres de l'Etat d'«arrondir leurs fins de mois», voire de s'enrichir illégalement par le truchement d'artifices utilisés dans les marchés publics. Interrogé sur la question, l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui se trouve aujourd'hui lui-même derrière les barreaux, répondra en ces termes : «*Les institutions publiques n'ont jamais eu à gérer autant d'argent que lors des derniers plans quinquennaux de développement*». Le point d'intervention de ces artifices illégaux peuvent se situer à plusieurs millions de l'itinaire procédural, allant de la confection des cahiers des charges - destinés sur mesure à des partenaires économiques ciblés préalablement -, jusqu'à la manière dont sont réceptionnés les travaux ou les marchandises (qualité et quantité), en passant par les possibilités de trituration dans l'évaluation des offres des soumissionnaires et l'at-

tribution de marché. Incontestablement, le choix des cocontractants-entreprises de travaux, bureaux d'études ou fournisseurs de matériels - n'est pas des plus aisés. Outre l'offre financière, généralement choisie la moins-disante, qualifier une entreprise suppose la connaissance réelle de ses capacités de réalisation. Sur ce point, les entreprises soumissionnaires rivalisent de «génie» pour apporter toutes les pièces justificatives, même en fraudant. Les fausses pièces - cartes grises d'engins, déclaration sociales des travailleurs... - sont légions.

## Une nouvelle révision s'impose

En matière de prévention de lutte contre la corruption, le Code des marchés se contente malheureusement d'une déclaration de probité signée par...le soumissionnaire lui-même. Quelque part, on se mord la queue. C'est là une déclaration sur l'honneur qui n'engage en rien son auteur, surtout lorsqu'on connaît le peu d'«atomes crochus» qu'il y a entre l'honneur et l'argent. Dans cette déclaration, rédigée dans un formulaire préétabli, le soumissionnaire s'engage à «ne recourir à aucun acte ou manœuvre dans le but de faciliter ou de privilégier le traitement de son offre au détriment de la concurrence loyale (...), à ne pas s'adonner à des actes ou à des manœuvres tendant à promettre d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution d'un marché public». L'on ne peut que rester dubitatif devant l'«ingénuité» du texte qui laisse au soumissionnaire le soin de décliner sa bonne foi et à l'administration d'en prendre acte par la grâce d'une simple signature. Le Code des marchés publics de 2002 a été amendé presque une dizaine de fois jusqu'à sa révision totale consacrée par le décret présidentiel de septembre 2015. Les amendements intervenus entre-temps dans le texte législatif étaient commandés par la nécessité, qui se posait de façon quasi régulière, de surmonter un certain nombre de contraintes et d'insuffisances rencontrées par ceux - ordonnateurs du budget de l'Etat et maîtres d'ouvrage publics - qui sont appelés à appliquer le Code des marchés publics au niveau central ou au niveau des démembrés de l'Etat à des échelles inférieures.

Aujourd'hui, un grand nombre d'opérateurs économiques et d'ordonnateurs de comptes publics appellent à la révision du texte fondamental portant sur les marchés publics. Il s'agit de s'adapter à l'évolution de l'économie nationale, de prévenir les actes de corruption, de mieux intégrer les micro-entreprises pour lesquelles un seul article - qui plus, problématique - est consacrée dans le texte actuel, de mieux asseoir la préférence nationale dans les avis d'appel d'offres, et, enfin, de cerner avec plus de rigueur les règles de la concurrence dans l'accès à la commande publique.

Salon international de la pêche et de l'aquaculture

# Signature de plusieurs conventions de partenariat

Plusieurs conventions de partenariat ont été signées dans le cadre de la 8<sup>ème</sup> édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2019), clôturée samedi au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran.



Le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Taha Hammouche a déclaré à l'APS, l'édition est «réussie» du point de vue organisation et participation, d'autant qu'elle a été marquée par la conclusion de plusieurs partenariats avec des sociétés et entre entreprises algériennes dans les domaines de la construction navale, de la conservation à froid, de la pêche et de l'aquaculture, notamment en plus d'une convention entre l'Algérie et l'Égypte pour développer le secteur des ressources halieutiques. Le Sipa a enregistré une participation qualitative et quantitative de professionnels de la pêche et de l'aquaculture, d'opé-

rateurs dans le domaine, de jeunes porteurs de projets et d'universitaires, a-t-il indiqué.

Dans ce sens, Taha Hammouche a affirmé que le salon contribuera au renforcement de l'investissement dans les filières de la pêche et de l'aquaculture, eu égard à la participation qualitative d'exposants, d'opérateurs, de chercheurs et d'experts d'Algérie et de l'étranger, et à la volonté affichée pour tisser des relations et conclure des conventions de partenariat entre les participants.

Organisé quatre jours durant sous le slogan : «Pêche et aquaculture, moteurs du développement durable de l'économie bleue en Algérie», le Sipa a enregistré la participation d'une

centaine d'exposants et d'opérateurs économiques dont une trentaine de 11 pays, entre autres, la Chine, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Inde, l'Italie, la Libye et la Tunisie et l'Égypte en tant qu'invité d'honneur.

Le Sipa, organisé tous les deux ans à Oran, a vu également la participation de 70 opérateurs et entreprises locaux activant dans la production du matériel et d'équipements de pêche, de cages flottantes et de la chaîne alimentaire pour alevins, entre autres.

La 8<sup>ème</sup> édition du Sipa a été marquée par des ateliers et des conférences avec la participation d'organisations internationales dans le domaine, dont un atelier abordant «La réunion

pour l'analyse des produits de l'aquaculture dans le bassin méditerranéen et la mer Noire» et un autre consacré à l'initiative de l'Union européenne portant sur le développement durable dans l'économie bleue en Méditerranée.

Les conférences ont également abordé la préservation des gros requins en Méditerranée et la stratégie nationale de l'économie bleue (2030).

En outre, un espace a été réservé à la créativité des jeunes dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, en plus de l'organisation d'un concours récompensant la meilleure entreprise émergente parmi les participants.

H. F.

Foire des produits algériens au Gabon

## 70 entreprises nationales présentes

Quelque 70 entreprises nationales seront présentes à la Foire des produits algériens prévue du 12 au 17 novembre en cours à Libreville (Gabon), a indiqué, hier, un communiqué du ministère du Commerce.

Des entreprises de différents secteurs, à l'instar des industries agroalimentaires, des produits agricoles, et des industries mécaniques, chimiques et pétrochimiques, ainsi que des travaux publics prendront part à ce rendez-vous économique, a précisé le com-

munié. Plusieurs start-up participeront également pour la première fois à cette foire, laquelle s'étale sur une superficie globale de 1 043 m<sup>2</sup>, abritée par «le Jardin botanique» de ladite ville. Selon la même source, le ministre du Commerce, Saïd Djellab sera présent à la tête d'une importante délégation d'opérateurs économiques.

En marge de cette foire, poursuit le communiqué, le ministre aura plusieurs entretiens avec de nombreuses personnalités influentes au Gabon, notamment le chef de l'Etat, le

Premier ministre et un nombre de ministres gabonais.

Organisé par la Société algérienne des foires et des exportations (Safex), cet important événement intervient dans le cadre du renforcement de la coopération commerciale entre l'Algérie et le Gabon et vise aussi à présenter la qualité des produits algériens au consommateur gabonais et trouver des débouchés au produit national en Afrique de l'Ouest.

H. T.

Pétrole

## Aramco investit dans les innovations technologiques

Des robots aux drones renifleurs, le géant pétrolier saoudien Aramco investit dans les innovations technologiques malgré la faiblesse des prix du brut, mais sa très attendue entrée en bourse pourrait remettre en cause sa stratégie face à la volonté de gains rapides d'investisseurs privés.

Pour la première fois, l'Arabie Saoudite propose de vendre une

part de son fleuron national sur le marché financier de Riyad, dans une opération présentée comme la pierre angulaire d'un ambitieux plan du prince héritier Mohammed ben Salmane pour réformer l'économie de son pays trop dépendante du pétrole.

En Bourse d'Aramco à Riyad, et éventuellement plus tard sur une place internationale, augmenterait la pression de marges

bénéficiaires plus élevées sur une société qui, jusqu'à présent, n'était responsable que devant le gouvernement.

«Aramco n'a jamais eu à répondre aux investisseurs demandant des comptes sur ses résultats trimestriels. Cela changera avec l'introduction en Bourse», indique à la presse, Ellen Wald, auteure du livre *Saudi Inc.* Ces dernières années, l'en-

treprise la plus rentable au monde a augmenté ses dépenses en recherche et développement alors que la plupart de ses concurrents les ont diminuées en raison du recul des prix du brut. Aramco a ainsi déclaré avoir dépensé 591 millions de dollars en 2018 pour la recherche, contre 507 millions de dollars en 2017.

Reda A.

## Pétrole L'Iran annonce avoir découvert un gisement majeur

Le président iranien, Hassan Rohani, a annoncé hier la découverte d'un immense gisement de pétrole susceptible d'augmenter d'un tiers les réserves prouvées de son pays.

«Nous avons trouvé un gisement de pétrole avec des réserves estimées à 53 milliards de barils», a déclaré M. Rohani lors d'un discours à Yazd (centre) retransmis par la télévision d'Etat. «Le gisement s'étend de Bostan à Omidiyeh», deux villes de la province du Khouzestan, dans le sud-ouest de l'Iran, a ajouté M. Rohani, selon qui «sa surface est de 2 400 km<sup>2</sup> et sa profondeur de 80 m». «C'est un petit cadeau du gouvernement au peuple d'Iran», a ajouté M. Rohani alors que l'économie du pays souffre de l'effet des sanctions économiques rétablies contre la République islamique par les Etats-Unis depuis août 2018.

Selon la dernière édition du «Bilan statistique de l'énergie mondiale» publié chaque année par le groupe pétrolier britannique BP, l'Iran dispose des quatrième réserves prouvées de pétrole au monde, derrière le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Canada, avec 155,6 milliards de barils.

H. L.

## PSA-Fiat-Chrysler Réunion du comité européen de groupe le 26 novembre

Les membres du comité européen du groupe automobile français PSA sont convoqués le 26 novembre pour lancer le processus de consultation des salariés sur le projet de méga-fusion de leur groupe avec Fiat-Chrysler, indiquent des source syndicales.

L'ordre du jour de la réunion est le «Projet de rapprochement entre le groupe PSA et le groupe FCA par la fusion entre la société Peugeot S.A. et la société Fiat Chrysler Automobile», précise-t-on. La réunion doit avoir lieu à Poissy (Yvelines) où se trouvent une usine et des bureaux de PSA.

Le 31 octobre, PSA - dont l'Etat français est actionnaire à hauteur de 12% - et Fiat-Chrysler ont dévoilé leur projet de création d'un nouveau géant mondial de l'automobile, à parité du capital, censé se faire sans fermeture d'usine.

La nouvelle entité de plus de 400 000 salariés serait basée aux Pays-Bas, mais resterait cotée à Paris, Milan et New York.

Elle deviendrait le n°4 mondial du secteur avec 8,7 millions de véhicules vendus sous les marques Fiat, Alfa Romeo, Chrysler, Citroën, Dodge, DS, Jeep, Lancia, Maserati, Opel, Peugeot et Vauxhall. Le patron de PSA, Carlos Tavares, a affirmé vendredi qu'il ne voyait «pas de nécessité de supprimer des marques» dans la future entité.

En 2018, PSA employait quelque 211 013 salariés dans le monde, avec sa filiale d'équipement Faurecia qui en compte plus de 92 000, et Fiat-Chrysler 198 545.

L. K.

Irak

# Les manifestants tentent de maintenir leur mobilisation

Les manifestants tentent de maintenir leur mobilisation en Irak, hier, premier jour de la semaine dans le pays, où la sécurité a été de nouveau renforcée, notamment dans la capitale Bagdad.



Dans la cité pétrolière de Bassora, les forces de l'ordre empêchent les manifestants d'approcher du siège du Conseil provincial, formant un cordon de sécurité à plusieurs centaines de mètres du bâtiment, après avoir mené de nombreuses arrestations la veille, ont rapporté des correspondants de presse sur place.

A Bagdad, les forces de l'ordre avaient monté de nouveaux murs de béton aux abords de Tahrir, là même où les affrontements meurtriers ont eu lieu la veille, et les manifestants sur Tahrir sont déjà moins nombreux qu'à l'habitude, selon la même source.

A Nassiriya, (sud), les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes sur les manifestants qui tentent de faire fermer une nouvelle administration, dans le cadre d'un mouvement de désobéissance civile qui continue de paralyser de nombreuses institutions à al-Hilla et Kout. A Diwaniya, de nouvelles manifestations étudiantes ont

débuté, alors que la police est déployée aux abords des lycées et collèges pour empêcher les élèves du secondaire de rejoindre le mouvement. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, environ 300 personnes - en majorité des manifestants - ont été tuées en Irak et plus de 12 000 autres blessées, selon un bilan donné par des médias.

Amnesty International a appelé hier, les autorités irakiennes à «ordonner immédiatement la fin de l'usage continu et illégal de la force létale». «Ce

bain de sang doit cesser et ceux qui en sont responsables doivent être jugés», a poursuivi l'ONG.

Et la représentante de l'ONU en Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert, a annoncé hier recevoir «chaque jour des informations sur des manifestants tués, enlevés, arrêtés arbitrairement, passés à tabac ou intimidés». Dénonçant un «climat de peur», elle a estimé qu'aujourd'hui en Irak, «les droits fondamentaux» étaient «constamment violés».

M. K.

Venezuela

## Un mort et 19 blessés dans une bousculade avant un concert de rap

Une jeune fille est morte et 19 personnes ont été blessées dans une bousculade survenue samedi avant un concert de rap qui devait avoir lieu dans un parc de Caracas, ont indiqué les services de secours vénézuéliens.

Dès les premières heures de la matinée, plusieurs centaines de spectateurs s'étaient massées devant les portes du Parque del Este, un immense espace vert du centre de la capitale vénézuélienne, pour assister au concert gratuit du rappeur local, Neutro Shorty.

Mais soudainement la foule a tenté d'entrer de force, certaines personnes «escaladant les grilles qui entourent le périmètre» où le concert était prévu, a précisé Miguel Balza, coordinateur de la Protection civile pour la zone métropolitaine de Caracas. Les grilles ont alors «cédé, ce qui a provoqué une bousculade», a-t-il ajouté.

Dans le mouvement de foule, une jeune fille est restée coincée sous les grilles, «les gens lui sont passés dessus», et elle a succombé, a précisé M. Balza, selon lequel la victime n'avait aucun document d'identité sur elle.

Des 19 personnes blessées dans la bousculade, 14 ont été hospitalisées, a déclaré un responsable des pompiers de Caracas sous couvert de l'anonymat. Le concert a été annulé par les organisateurs.

H. K.

Histoire

## De précieux manuscrits médiévaux divisent l'Islande et le Danemark

L'Islande réclame au Danemark des manuscrits médiévaux d'une valeur inestimable légués au XVIII<sup>e</sup> siècle par un érudit islandais à l'Université de Copenhague.

Ces textes, inscrits au registre «Mémoire du monde» de l'Unesco en 2009, constituent «la collection la plus importante du monde de manuscrits anciens scandinaves», le plus ancien datant du XII<sup>e</sup> siècle, d'après cette agence de l'ONU.

Une partie de la Collection arnamagnéenne, directement liée à l'histoire islandaise, a été transférée à Reykjavik. Le reste, 1 400 documents, est jalousement conservé dans une chambre forte de l'Université de Copenhague.

Le joyau de la collection est un exemplaire presque complet de la saga des rois norvégiens *Heimskringla*, rédigée au XIII<sup>e</sup> en vieux norrois (ou vieil islandais) par l'historien et poète islandais, Snorri Sturlason, datant d'environ 1425.

Contrairement à beaucoup de manuscrits médiévaux originaires d'Islande aux ornements habituellement rudimentaires, cet ouvrage massif, parsemé d'enluminures, est très richement décoré avec des lettres rouges à chaque page.

La Collection arnamagnéenne tire son nom d'Arni Magnusson, un historien et philologue né sur cette île de l'Atlantique nord en 1663, mais mort dans la capitale danoise en 1730, qui avait transmis par voie testamentaire ses quelque 3 000 manuscrits à l'Université de Copenhague. Chaque codex prêt est assuré à hauteur de cinq millions de couronnes (670 000 euros).

H. K.

Destitution de Trump

## Les républicains veulent interroger le fils de Joe Biden

Le parti républicain a contre-attaqué samedi dans l'enquête visant à destituer Donald Trump en demandant que le fils de Joe Biden, Hunter, témoigne lors des auditions publiques qui doivent commencer mercredi devant le Congrès américain.

Le président américain est soupçonné d'avoir abusé de son pouvoir en faisant pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il enquête sur Hunter Biden ainsi que son père, adversaire potentiel de M. Trump pour la présidentielle de 2020.

Les démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants, entendent constituer un dossier de mise en accusation (impeachment) qui pourrait mener à la destitution du prési-

dent.

Ce dernier accuse Joe et Hunter Biden d'être «corrompus», notamment parce que le fils de l'ancien vice-président démocrate a siégé à la direction de Burisma, une entreprise gazière ukrainienne un temps soupçonnée de pratiques douteuses.

«L'expérience de première main» de Hunter Biden à Burisma «peut aider le public américain à comprendre la nature et l'étendue de la corruption généralisée en Ukraine», a indiqué l'élus républicain, David Nunes.

Il a dénoncé un «simulacre de procédure de mise en accusation», affirmant que le témoignage du fils de Joe Biden allait amener de la transparence dans une procédure

«opaque et inéquitable».

Selon un lanceur d'alerte, qui reste anonyme, Washington avait conditionné le versement d'une aide militaire de 400 millions de dollars à Kiev à l'annonce d'une enquête sur les Biden, notamment lors d'un échange téléphonique pendant lequel M. Trump demandait cette «faveur» au président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Adam Schiff, le chef de la commission du Renseignement, qui chapeaute l'enquête de la Chambre des représentants, doit approuver les requêtes de la minorité républicaine, mais semblait samedi opposé à faire venir les deux témoins.

L. M.

Cambodge

## Libération d'un opposant en résidence surveillée

Le Cambodge a libéré une figure de l'opposition qui était en résidence surveillée après avoir été condamné pour haute trahison, ont rapporté dimanche des médias, citant un porte-parole du tribunal après l'échec de la tentative de son partenaire politique de rentrer au pays.

Kem Sokha avait été arrêté en 2017, accusé d'avoir voulu renverser le gouvernement du Premier ministre cambodgien

Hun Sen, au pouvoir depuis 1985.

«Il ne peut pas voyager à travers le territoire pour le moment», a précisé un porte-parole du tribunal de Phnom Penh, Y Rin, cité par des médias.

Il lui est également interdit de quitter le territoire et de prendre part à des activités politiques, selon la décision de justice qui invoque des problèmes de santé. L'avocat de Kem Sokha,

Pheng Heng, a confirmé que certaines restrictions ont été levées, soulignant le manque de clarté du volet politique de la décision judiciaire.

Cet opposant de 66 ans est le co-fondateur du Parti du salut national du Cambodge (Psn) qui a été dissout par la Cour suprême du pays. Emprisonné dans un premier temps, il avait ensuite été placé en résidence surveillée et s'était vu interdire de parler à la presse.

Le système judiciaire cambodgien est accusé par des groupes de défense des droits d'être contrôlé par le gouvernement de Hun Sen.

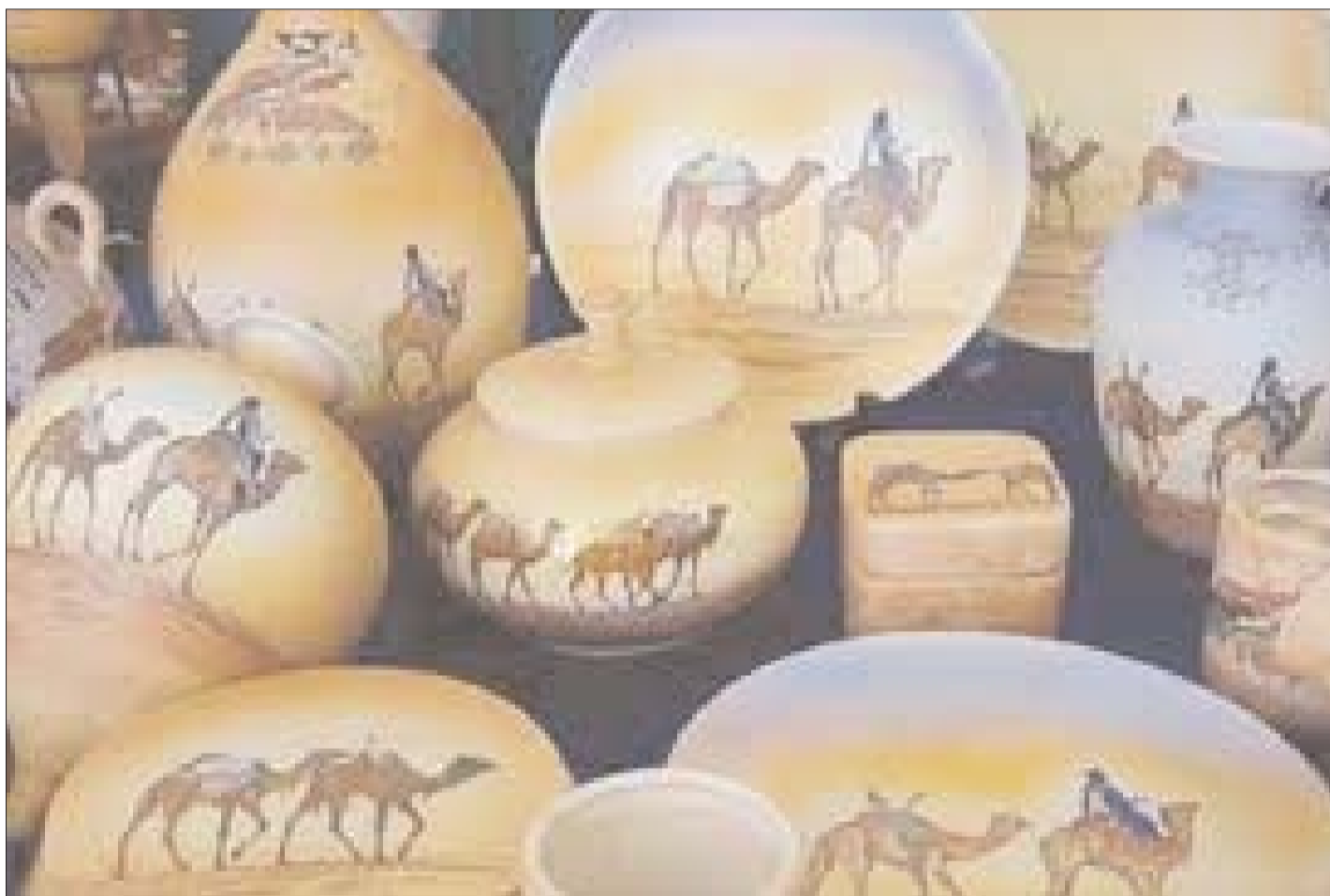
Cette libération intervient alors que l'opposant cambodgien en exil Sam Rainsy, cofondateur avec Kem Sokha du Psn, est arrivé samedi en Malaisie après avoir tenté de rentrer au Cambodge pour la fête de l'indépendance, le 9 novembre.

H. M.

Bechar

# La promotion de l'artisanat vise le développement de cette activité économique

**Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud a affirmé, à Béni-Abbes (240 km au sud de Bechar), que "la promotion du produit de l'artisanat, vise essentiellement d'assurer le développement de cette activité économique".**



"L'artisanat est un levier du développement local et national, d'où la nécessité de la promotion de ce segment économique pour contribuer à la diversification de l'économie nationale avec le concours des artisans et tous les acteurs concernés par son développement", a-t-il souligné en marge de la cérémonie de remise des prix à six (6) artisans issus de différentes wilayas du pays.

Cette cérémonie organisée vendredi dans la soirée à l'hôtel "Rym" de Béni-Abbes à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'artisan (9 novembre) et à laquelle a pris part le représentant de chef de l'état M.Akka Salah, des cadres, gestionnaires du secteur du tourisme et de l'artisanat ainsi que d'une délégation du conseil consultatif du forum international des investissements dans le secteur du tourisme, a été aussi marquée par un appel du ministre du tourisme et de l'artisanat aux artisans "pour le renforcement de la création artistique pour faire des produits de l'artisanat de véritable

œuvres artistiques".

Les lauréats du concours national de l'artisanat qui est initié pour la sélection du meilleur produit artisanal et artistique purement Algérien et qui ont innové dans le domaine est revenus dans les travaux du cuivre à l'artisan Abbachi Walid, (Alger), en sculpture sur bois à Bourouba Brahim (Ouargla), au tissage de la laine à Mme Fatiha Tin (Tipaza), le prix de l'habit traditionnel à Mlle Sari Fatiha (Alger), le prix de la meilleure œuvre de céramique a été obtenu par l'artisan Mouhouss Abdelkrim (Souk Ahras), tandis que celui des matériaux divers a été obtenu par Hammadia Redha (Souk Ahras).

Auparavant le ministre du tourisme et de l'artisanat avait procédé à l'inauguration officielle de l'hôtel "Rym", situé au chef lieu de la wilaya déléguée de Beni-Abbes.

La rénovation de cette unité hôtelière, relevant de la chaîne hôtelière publique "El Aurassi" a nécessité un investissement de plus d'un (1) milliard de DA, avec une capacité globale de 244 lits, répartis entre 120

chambres et sept (7) bungalows, réalisés au titre de sa rénovation, selon des responsables de la même chaîne hôtelière.

Cette opération qui est inscrite au titre de la stratégie nationale de développement des infrastructures hôtelières dans le sud du pays, intervient après celle concrétisée en février 2015 à l'hôtel Saoura de Taghit, pour un coût de plus d'un (1) milliard DA investis par l'autre

groupe hôtelier public El-Djazair, "Est un moyen destiné au renforcement des capacités d'hébergement et de restauration touristique dans la wilaya de Bechar", ont souligné des responsables du secteur.

"A travers de pareil projet, l'état contribue à dynamiser le secteur du tourisme et sa modernisation, de même que nous encourageons les investissements publics et privés dans toutes les branches des activités touristiques à travers des mesures incitatives et de facilités bancaires et administratives", a indiqué M. Abdelkader Benmessaoud, lors de son inspection des différentes structures de cet hôtel.

Le ministre a présidé en début de soirée de vendredi les cérémonies religieuses et culturelles de célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui à la place du "1er novembre 54" en présence de milliers de fidèles des différentes régions du sud-ouest et du pays.

Le membre du gouvernement a achevé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya par l'inauguration et la mise en exploitation officielle d'un nouvel hôtel à Bechar, de 47 chambres soit une capacité d'hébergement de 100 lits, fruit d'un investissement privé.

La réalisation de cet hôtel a permis la création de treize (13) nouveaux postes d'emplois permanents, selon son promoteur.

L. M.

Première rencontre sur la vannerie à Tizi-Ouzou

## Les artisans posent le problème de la commercialisation

Les artisans vanniers qui participent à la première rencontre sur la vannerie qui s'est ouverte ce samedi à la maison de la Culture Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, ont soulevé le problème de commercialisation de leurs produits.

Les artisans Slimane Tamoud, Iratni Slimane, Saheb Fazia et Betrouni

Tassadit, ont tous observé que ce problème de commercialisation, est lié à l'absence d'un marché permanent pour l'exposition et la vente des objets de l'artisanat, à cela s'ajoute, l'absence d'un événement (fête ou festival) qui serait exclusivement dédié à cet artisanat à l'instar de ceux destinés à la promotion de la tapisserie, la poterie et la bijouterie traditionnelles, ont-il souligné.

Les quelques ventes effectuées par ces artisans se font lors des foires artisanales qui sont "une opportunité" pour faire la promotion de ce métier, mais auxquelles ils ne peuvent pas toujours participer car beaucoup d'entre eux ne disposent pas d'une carte d'artisans, vu que ce métier est souvent pratiqué par des femmes au foyer ou des retraités, ont-ils observé.

Ces mêmes vanniers se sont aussi inquiétés de l'absence d'une relève pour assurer la sauvegarde de ce métier qui tend à disparaître, du temps qu'il exige tout d'abord d'aller chercher la matière première en forêts et ensuite fabriquer l'objet en question, à cela s'ajoute la rareté de la matière première notamment de l'osier. "Plutôt qu'un métier, la vannerie est une passion et une occupation pour nous", se sont-ils accordés à dire.

A l'ouverture de cette rencontre de trois jours, organisée par la direction de la Culture en collaboration avec celle du Tourisme, la directrice de la Culture Nabila Goumeziane, a observé que cette manifestation qui coïncide avec la célébration de la Journée nationale de l'artisan, a pour but la promotion de ce métier ancestral et la préservation de ce patrimoine culturel.

F. M.

Programme d'insertion "Forsa"

## Séjour culturel à Oran au profit des lauréats

Une trentaine de jeunes lauréats du programme "Forsa, école de la deuxième chance", dédié à la formation des déscolarisés dans les métiers traditionnels de la construction, bénéficieront prochainement d'un séjour culturel à Oran, a-t-on appris samedi de l'association locale "Santé Sidi El-Houari" (SDH).

Le séjour culturel a pour objectif de récompenser les élèves émérites des écoles-chantiers créées cette année dans six wilayas du pays à la faveur de "Forsa" initiée dans le cadre du programme national "Adéquation-formation-emploi-qualification" (AFEQ), a précisé à l'APS Fatima Krachai, cadre de "SDH" chargée de cette opération.

Le regroupement se tiendra une semaine durant en décembre prochain à l'école de "SDH" et sera marqué par plusieurs activités axées sur "le développement de capacités des lauréats, l'éducation à la citoyenneté et la découverte du patrimoine historique d'Oran", a-t-elle expliqué.

Un séminaire sur l'animation socio-culturelle est également prévu à l'occasion de cet événement au profit des formateurs ayant contribué à la réalisation de ce programme, a-t-on indiqué.

Pour rappel, "Forsa" a permis la création de nouvelles écoles-chantiers à Aïn Témouchent, Nedroma (Tlemcen), Timimoun, Boussemghoun (El-Bayadh),

Ouargla, et Aourir (Tizi-Ouzou).

Depuis son lancement il y a une année, le programme a bénéficié à 160 jeunes déscolarisés, tandis qu'un autre effectif de 180 stagiaires est en voie de formation.

"SDH" qui abrite une des plus anciennes écoles-chantiers du pays, a été chargée de la formation des cadres du mouvement associatif mobilisés dans les nouvelles structures d'apprentissage des six wilayas indiquées.

"Forsa" s'inscrit dans le cadre du programme national AFEQ élaboré au titre de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne, a-t-on souligné.

Bilal L.

Branchements électriques illicites à Skikda

# Près de 604 millions DA de pertes

**La direction de distribution d'électricité et de gaz de Skikda a subi des pertes évaluées à près de 604 millions de dinars depuis le début de l'année 2019, suite aux branchements illicites aux réseaux électriques, a affirmé, mercredi, le directeur de la distribution de Skikda, Mebarek Ghanasse.**

Le responsable a précisé, à ce propos, que cette même direction a enregistré au cours de cette période, une perte d'environ 151 Gigawatt (GW) d'électricité du fait de ces pratiques observées dans les différents bidonvilles de la wilaya.

Il a également ajouté que ces branchements illicites concernent les quartiers précaires comme le «Lac des oiseaux» et Bouabbaz à Skikda, Laârayès dans la commune de Filfila, en plus des bidonvilles d'El Harrouch et Collo, ainsi que Diar El Zitoune



et Ras El Ma à Azzaba.

Le même responsable a souligné, en outre, qu'une augmentation de 8,2% des pertes dues à ces raccordements anarchiques a été enregistrée cette année par rapport à l'année précédente à la même période, faisant savoir que la direction mène des campagnes de sensibilisation à ce sujet dans divers quartiers précaires en attendant la distribution de nouveaux logements

sociaux pour éradiquer totalement les bidonvilles. Depuis le début de l'année, a-t-il soutenu, la direction de distribution d'électricité et de gaz de Skikda a enregistré 3 vols de câbles en cuivre servant au transport de l'électricité, totalisant 1.690 mètres, à Boutib dans la commune de Sebt, Laâouebed dans la commune de Bekkouche Lakhdar et Gribissa à Azzaba.

Par ailleurs, les créances de la Société

vis-à-vis de ses clients, y compris les administrations, sont estimées à 1,5 milliard de dinars, malgré les campagnes de sensibilisation effectuées à cet égard, a révélé M. Ghanasse, rappelant que l'entreprise compte 211.000 abonnés au réseau électrique et 104.000 autres au réseau de gaz naturel. Il a ajouté, par ailleurs, que 10 affaires ont été transmises à la justice en 2019.

H. K.

Chlef

## Attribution de plus de 1.400 logements

Quelque 1.437 logements (toutes formules confondues) ont été attribués à leurs bénéficiaires, mercredi, dans la wilaya de Chlef.

Les clés et décisions d'affectation de ces logements ont été remises à leurs bénéficiaires, au cours d'une cérémonie présidée par le wali Mustapha Sadek, au niveau du Centre culturel islamique de Chlef.

Selon les services de la wilaya, ce quota de logements, dont la distribution coïncide avec les festivités de célébration de l'anniversaire du 1 Novembre 1954, englobe 364 logements publics locatifs (LPL), 196 logements promotionnels aidés (LPA), 234 unités AADL, 390 aides à la construction rurale, et 252 aides financières pour le remplacement des chalets.

Dans sa déclaration à la presse locale, le chef de l'exécutif a affirmé la « poursuite des projets de logements dans la wilaya, en vue de l'amélioration des conditions de vie du citoyen ». Il a signalé, à ce titre, la réalisation en cours de près de 12.000 unités de logements (toutes formules confondues), dont la réception et distribution « est attendue durant l'année prochaine », a-t-il indiqué.

Au moins 6.484 unités de logements ont été attribuées à Chlef, depuis début 2019 au 1 novembre courant, selon des statistiques fournies par la direction locale du Logement.

R. K.

Mila

## Remise des clés de logements

Cinquante logements de type promotionnels aidés (LPA), réalisés au plan d'occupation du sol (POS) N 4 de la commune de Chelghoum Laid (Mila), ont été remis samedi à leurs bénéficiaires.

S'exprimant lors de la cérémonie de remise des clés, le chef de daïra de Chelghoum Laid, Lakhdar Ras Ladjbel, a indiqué que l'attribution de ce quota a coïncidé avec la célébration du Mawlid Ennabawi (la naissance du prophète de l'Islam Mohamed QLSSSL), avant d'appeler les bénéficiaires à œuvrer aux côtés des autorités locales pour la préservation de l'environnement dans la nouvelle cité.

Un lot d'habitat de 340 logements relevant des formules LPA (logements promotionnels aidés) et LSP (logements sociaux participatifs) sera distribué « incessamment », soit à partir de la fin de l'année en cours jusqu'au mois de septembre 2020, a fait savoir le responsable, soulignant que le quota de 140 LSP, en voie de parachèvement au POS N 4, ainsi qu'un total de 50 unités LPA seront livrés au mois d'avril prochain. Aussi, un quota de 100 unités d'habitat relevant de la formule LPA sera distribué avant la fin de l'année en cours, a révélé le responsable, ajoutant que 50 autres logements de la même formule seront attribués « au mois de septembre 2020 ».

L. M.

Université Constantine1

## Introduction de 2 nouvelles spécialités en licence

Deux nouvelles spécialités en sciences technologiques (branche génie mécanique) et en géographie et aménagement du territoire (branche aménagement du territoire) seront introduites à partir de la saison universitaire 2019-2020 dans la nomenclature des formations en licence de l'université des Frères Mentouri (Constantine1), a révélé mercredi un responsable du rectorat.

Il s'agit de la spécialité de « gestion de la production et logistique » à l'institut des sciences et techniques appliquées et « aménagement des paysages naturels » dans cette même université, a précisé le vice recteur chargé de la pédagogie, Abderrezak Merabet, en marge de l'ouverture de la saison universitaire 2019/2020.

Ces nouvelles spécialités ont été introduites conformément à la circulaire ministérielle du 18 juin 2019 relative aux près ins-

criptions et orientation des bacheliers de la session 2019, a rappelé le même responsable, précisant que ces nouvelles spécialités viendront répondre aux besoins de l'université et du marché du travail.

Plus de 37.000 étudiants, dont 5.765 nouveaux étudiants ont rejoint ce mercredi les bancs de l'université Constantine1, répartis à travers les 6 facultés et 3 instituts d'enseignement supérieur dépendant de cette établissement universitaire, a fait savoir le même responsable. S'agissant de l'encadrement pédagogique, le même responsable a indiqué que cette université est forte de 1.685 enseignants dont 330 professeurs d'enseignement supérieur et 242 maîtres de conférence (classe A).

De sa part, la vice recteur, chargée des relations extérieures et de la coopération a indiqué que l'université Constantine1 a paraphé plusieurs conventions avec des

universités et instituts de pays étrangers pour superviser conjointement les thèses de doctorat, et autres conventions également avec des centres nationaux de recherche, dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement.

La même responsable a également fait part de la conclusion 22 conventions avec des entreprises économiques locales ayant permis d'assurer 1.650 stages et l'insertion de 14 étudiants dans le monde du travail.

La cérémonie d'ouverture de la saison universitaire a été mise à profit pour la promotion de 19 maîtres de conférence (classe A) au rang de professeur, et 25 maîtres de conférence de classe B à la classe A, et rendre hommage à 52 majors de promotion de diverses spécialités, aux équipes de basketball et judo et aux clubs de chimie et de l'électronique.

H. L.

Annaba

## Production prévisionnelle de plus de 15.000 quintaux d'olives

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Annaba prévoit d'atteindre une production de plus de 15.700 qx d'olives, au terme de la campagne de collecte oléicole 2019, a-t-on appris samedi auprès de cette direction.

Un total de 764 hectares de vergers oléicoles est ciblé par cette campagne de collecte oléicole, selon la même source qui a indiqué que cette année verra une augmentation du rendement des oliviers en comparaison

aux cinq dernières années passant ainsi de 15 à 20 quintaux/hectare. Les services de la DSA ont par ailleurs fait savoir que 80% de la production oléicoles des communes de Berahel, Chetaibi, Oued Laâneb et Triat seront orientés à la production prévisionnelle de 13400 litres d'huile d'olive.

Avec un rendement de 18 litres/hectare, la production totale d'huile d'olive connaîtra une augmentation remarquable par rapport aux dernières années. celle-ci devra passer

de 1500 hectolitres à 2291 hectolitres, a-t-on souligné. L'évolution de la filière oléicole dans la wilaya d'Annaba est à mettre au crédit du programme de plantation d'arbres fruitiers mené conjointement par la DSA, mais également à l'accompagnement apporté en permanence aux agriculteurs à travers la tenue de plusieurs sessions de formation sur le suivi de l'itinéraire technique, a souligné la même source.

K. F.



# CONFLITS ►►

Ligne de front en Ukraine

## Début d'un retrait de troupes très attendu

L'Ukraine et les séparatistes pro-russes ont commencé samedi le retrait de leurs troupes d'un secteur-clé de la ligne de front dans l'est du pays, possible prélude à un sommet de paix très attendu.



« Le retrait des troupes et de l'armement a commencé » entre les villages de Petrivské et Bogdanivka, a déclaré aux journalistes présents sur place un haut responsable de l'armée ukrainienne, Bogdan Bondar.

Les autorités de la République autoproclamée de Donetsk (DNR), citées par l'agence de presse officielle des séparatistes DAN, et l'émissaire russe dans les négociations de paix, Boris Gryzlov, cité par l'agence TASS, ont chacun «salué» cette opération.

Très codifié, le début de ce retrait de troupes a commencé peu après 12h00 (10h00 GMT), avec l'envoi par les séparatistes et les Ukrainiens de fusées lumineuses, une blanche de chaque côté, signifiant que les deux camps étaient prêts, puis une verte signifiant qu'ils commençaient à se retirer.

Sous le regard des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe (Osce), qui supervisent l'opération, les soldats des deux camps ont ensuite commencé à se retirer en ordre de marche. Ils doivent reculer leur position d'un kilomètre de part et d'autre de la ligne de front.

L'Osce a confirmé le début du retrait ajoutant qu'ils «continueront à vérifier le processus».

Côté ukrainien, une journaliste de l'AFP a vu trois véhicules blindés de combat, deux camions militaires et une vingtaine de soldats se retirer.

«Le 12 novembre à 12h00, les troupes et le matériel devront avoir été déplacés sur les nouvelles positions», signifiant la fin du processus de retrait, a expliqué Bogdan Bondar. Suivront 25 jours consacrés au déminage de la zone et au démantèlement des tranchées et des fortifications.

Les villages de Petrivské et Bogdanivka, le premier contrôlé par les séparatistes et le second par Kiev, sont situés à proximité de la «capitale» rebelle de Donetsk.

Le désengagement était d'abord prévu lundi puis vendredi, mais avait été reporté en raison de tirs échangés dans la zone. Deux autres reculs des troupes de la ligne de front ont eu lieu en juin et fin octobre. Un recul sur l'ensemble de la ligne de front, longue de plus de 400 km, peut désormais être envisagé.

### Un sommet «pas à 100%»

Le désengagement de samedi constitue «la dernière précondition pour l'organisation du sommet quadripartite» entre les dirigeants ukrainien et russe avec la médiation de leurs confrères français et allemand, a assuré cette semaine le chef de la diplomatie ukrainienne, Vadym Prystaïko. Si Moscou est moins catégorique, Vadym Prystaïko espère que cette rencontre entre Vladimir Poutine, Volodymyr Zelensky, Emmanuel Macron et Angela Merkel puisse avoir lieu en novembre à Paris. Il s'agirait de la première rencontre à ce niveau depuis 2016.

La tenue d'un tel sommet a déjà été maintes fois évoquée ces dernières semaines sans jamais se

concrétiser, notamment car Moscou conditionnait une reprise des pourparlers à un recul des troupes dans ces trois petits secteurs de la ligne de front.

Entamé sous l'impulsion du nouveau président ukrainien, en poste depuis mai, ce désengagement suscite beaucoup d'inquiétude en Ukraine, où les détracteurs de M. Zelensky l'accusent de négocier avec la Russie sans en informer le public, voire de «capituler» face au Kremlin. «Les chances que le sommet ait lieu augmentent, mais on est encore loin de 100%», a déclaré à l'AFP, l'analyste ukrainien Volodymyr Fessenko, notant qu'il reste «de nombreux points de controverse entre la Russie et l'Ukraine sur lesquels il sera difficile de s'accorder». Cette guerre a fait environ 13 000 morts depuis son déclenchement il y a cinq ans, un mois après l'annexion par Moscou de la péninsule de Crimée. Ukrainiens et occidentaux accusent Moscou de soutenir financièrement et militairement les séparatistes et de contrôler de facto la zone, ce que Moscou dément.

AFP

## Afghanistan Un chef taliban et quatre hommes tués dans des frappes aériennes

Un chef local des taliban et quatre de ses hommes ont été tués samedi lors de frappes aériennes menées dans la province afghane de Logar (est), a annoncé dimanche le ministère de la Défense.

Ces frappes ont été menées par l'armée de l'Air vers 18h, heure locale, dans le district de Mohammad Agha, entraînant la mort de Waisuddin et de quatre de ses hommes, a précisé la même source dans un communiqué. Waisuddin était accusé d'avoir participé jeudi à l'assassinat de quatre juges d'un tribunal provincial de la province voisine de Paktia dans ce même district de Mohammad Agha alors qu'ils se rendaient en voiture à Kaboul, la capitale afghane. Les taliban et les éléments du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), ciblent souvent des responsables civils et religieux en raison de leur soutien au gouvernement. Depuis le début octobre, au moins 17 personnes ont été tuées dans des attaques ciblées à travers le pays.

S. L.

## Selon Merkel L'Otan est «le pilier centrale de notre défense»

La chancelière allemande, Angela Merkel, a assuré hier, que l'Alliance atlantique, est le pilier central de défense après la déclaration du président français, Emmanuel Macron, qui a jugé que l'Otan était en état de «mort cérébrale».

«L'Otan, l'Alliance atlantique, est le pilier central de notre défense», a assuré la chancelière dans son podcast hebdomadaire consacré au 64<sup>e</sup> anniversaire de l'armée allemande, la Bundeswehr.

«Toutefois, il est de plus en plus clair que nous les Européens, les Etats membres de l'UE dans l'Otan, devront prendre plus de responsabilité à l'avenir», a-t-elle ajouté alors qu'elle a retrouvé hier soir Emmanuel Macron pour un dîner à Berlin avec le président de la République, Frank-Walter Steinmeier.

«Cela signifie que nous devons renforcer la direction de la partie européenne de l'Otan. Pour cela, il y a la coopération structurée dans le domaine de la politique de défense dans l'Union européenne, ce qu'on appelle le Pesco», a détaillé Angela Merkel. Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, lui, a emboîté le pas en affirmant dans une tribune à l'hebdomadaire *der Spiegel* : «Nous voulons et avons besoin de l'Otan».

«Ce serait une erreur de laisser s'éffriter l'Otan. Sans les Etats-Unis, ni l'Allemagne ni l'Europe ne sont en situation de se protéger avec efficacité», a-t-il estimé.

T. L.

Syrie

## Poutine et Erdogan coordonnent les efforts pour la stabilité du pays

Alors que des forces russes et turques patrouillent depuis début novembre dans le nord de la Syrie, Vladimir Poutine s'est entretenu avec Recep Tayyip Erdogan pour aborder la réalisation de l'accord sur le retrait de la milice kurde.

Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, ont eu samedi un entretien téléphonique lors duquel ils ont évoqué le dossier syrien ainsi que la mise en application du mémorandum russo-turc prévoyant des patrouilles conjointes dans le nord de la Syrie.

Dans un communiqué, le Kremlin indique que les présidents ont souligné «l'importance de poursuivre les mesures coordonnées visant à stabiliser la situation dans le nord-est de la Syrie dans le strict respect des principes d'intégrité territoriale, de souveraineté et

d'unité».

Les chefs d'Etat ont, par ailleurs, salué les résultats de la première session du Comité constitutionnel syrien qui s'est tenue à Genève du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre pour ouvrir la voie à des élections et mettre fin au conflit.

Cette commission constitutionnelle est composée de 150 membres, dont 50 représentant le gouvernement, 50 de l'opposition et 50 de la société civile syrienne.

Poutine et Erdogan ont, en outre, abordé la situation dans la zone de désescalade d'Idlib, frontalière de la Turquie, qui a fait l'objet d'un accord dévoilé en septembre 2018 par la Turquie et la Russie. Le document établit une zone démilitarisée de 15 à 20 km séparant les troupes syriennes et l'opposition.

Lors de l'entretien téléphonique, les prési-

dent ont également évoqué leurs projets énergétiques, notamment la mise en service du gazoduc Turkish stream attendue d'ici la fin de l'année.

Avec l'aide de ses supplétifs syriens, les forces turques ont lancé le 9 octobre une offensive dans le nord-est de la Syrie pour éloigner de sa frontière la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).

Le 22 octobre à Sochi, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont adopté un mémorandum sur les patrouilles conjointes dans le nord syrien.

Aux termes de l'accord avec Moscou, les forces kurdes ont abandonné leurs positions à la frontière et des patrouilles menées par l'armée turque et l'armée russe ont été mises en place. La première a eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre.

G. L.



Egypte

# L'inflation à 2,4% en octobre, au plus bas depuis dix ans

L'Égypte a annoncé samedi avoir enregistré en octobre un taux d'inflation annuel de 2,4%, le plus bas depuis près de dix ans dans ce pays plongé dans une crise économique et sociale qui s'est accentuée ces trois dernières années.



Le pays a connu des taux d'inflation importants, en particulier depuis le lancement en novembre 2016 d'un programme de réformes sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), qui lui a accordé un prêt de 12 milliards de dollars en échange de mesures d'austérité drastiques, dont la dévaluation de sa monnaie et la réduction de subventions étatiques.

"Le taux d'inflation annuel dans l'ensemble du pays est de 2,4% au mois d'octobre 2019 contre 17,5% pour le même mois de l'année précédente", a déclaré dans un communiqué l'Agence centrale de

mobilisation publique et des statistiques (Capmas).

L'organisme public explique ce chiffre inattendu par un ralentissement de la hausse des prix de la nourriture et des boissons. Le prix moyen du dollar s'élève actuellement à 16 livres, contre environ 18 livres au cours des trois dernières années.

En juillet, le FMI a annoncé le déblocage de la dernière tranche de prêt à l'Égypte, estimant que le pays avait mené à bien l'accord de trois ans et que les réformes avaient "nettement amélioré" la situation macroéconomique.

L'institution a souligné que "l'inflation

sous-jacente semble être bien maîtrisée" tout en appelant la Banque centrale à "rester prudente jusqu'à ce que la désinflation soit fermement ancrée".

La population se plaint régulièrement de l'impact de ces réformes sur son pouvoir d'achat.

Début octobre, le gouvernement a décidé de réduire les prix du carburant, après une série de hausses liées aux coupes dans les subventions. L'annonce est intervenue après des manifestations populaires très rares dans ce pays dirigé par le régime du président Abdel Fattah al-Sissi.

Selon les dernières données publiées en

juillet par Capmas, 32,5% des 100 millions d'Égyptiens vivent sous le seuil de pauvreté, en hausse de 4,7 points par rapport aux chiffres de 2015, avant le lancement des réformes.

R. L.

Zimbabwe

## Près de la moitié de la population dépend de l'aide humanitaire

Quelque 7 millions de Zimbabweens, soit près de la moitié de la population du pays ont été contraints à s'inscrire dans les programmes d'aide humanitaire suite à une sécheresse qui a détruit les cultures dans toutes les régions du pays. "Sept millions de personnes, sont maintenant inscrites pour recevoir une aide alimentaire", rapportent les médias locaux, notant que ce chiffre est le "plus élevé" depuis des années et inclut plus de 2 millions de personnes vivant dans les zones urbaines.

Cette année, des agences d'aide humanitaire ont annoncé qu'environ 5,3 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire d'ici à avril 2020, période qui coïncide avec la prochaine récolte.

La sécheresse qui touche le Zimbabwe depuis deux ans, a détruit les pâturages dans plusieurs régions du pays et causé la mort de milliers de bétails.

Le Zimbabwe souffre de sa pire crise économique depuis une décennie, avec une inflation à trois chiffres, des coupures continues du courant et des pénuries de dollars américains, de médicaments et de carburants qui ont ravivé les souvenirs de l'hyperinflation de 2008 sous l'ancien président Robert Mugabe.

S. K.

Projet de la liaison ferroviaire Accra-Ouagadougou

## Le Burkina Faso assumera 50% des coûts

Le gouvernement du Burkina Faso a accepté d'assumer 50% des coûts de développement de la ligne de chemin de fer reliant le Ghana au Burkina Faso, a fait savoir le ministre du Développement des chemins de fer, Joe Ghartey.

Le gouvernement burkinabè a accepté d'assumer la moitié du coût du projet, même si environ 80% de la voie ferrée se trouverait au Ghana, a indiqué M. Ghartey.

La première phase du projet consiste à développer un chemin de fer de 99 km reliant le port de Tema au port de Mpakadan, le long du lac Volta, a précisé le ministre, notant que la dernière phase du projet de méga chemin de fer devrait relier le port de Mpakadan à Paga par Buipe puis au Burkina Faso.

"La ligne de chemin de fer Tema-Mpakadan, qui devrait être achevée l'année prochaine, marque une étape importante dans la construction de la ligne Accra-Ouagadougou", a-t-il relevé, soulignant que le projet devrait coûter environ 230 millions de dollars.

K. T.

Tchad

## Un prêt de 27,5 millions d'euros pour renforcer le système de santé

La Banque mondiale (BM) a octroyé un prêt de 18 milliards de francs CFA (environ 27,5 millions d'euros) pour financer le projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies et le renforcement du système de santé.

La convention portant sur ce financement a été signée vendredi dans la capitale tchadienne N'djamena par le ministre tchadien de l'Économie et de la Planification du développement, Issa Doubragne, et le représentant résident de la Banque mondiale, François Nankobogo.

Le ministre tchadien de l'Économie s'est

félicité de la signature de cette convention qui s'inscrit dans les priorités du Plan national de développement 2017-2021 du Tchad dont un axe est consacré à l'amélioration des conditions de vie des populations tchadiennes et qui met un accent particulier sur le renforcement du système de santé.

"C'est un programme régional qui couvre plusieurs secteurs de l'économie et de l'administration tchadienne pour produire dans nos pratiques une seule santé. Ce n'est pas seulement la santé humaine qui détermine la qualité de notre santé, mais c'est aussi la santé animale et la santé environnementale",

a déclaré M. Nankobogo.

Dans ce sens, il a indiqué que le cheptel tchadien comprend 113.560.000 têtes de bétail toutes espèces confondues (bovins, caprins, camélins, etc.), selon les résultats définitifs du recensement général de l'élevage publiés en mai 2018.

Il fait face à deux pathologies contagieuses: la péripneumonie contagieuse bovine et la peste des petits ruminants, maladies animales jugées prioritaires pour le Tchad, selon l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

S. T.

Guinée

## Une nouvelle date annoncée pour les législatives

Le président de la commission électorale en Guinée a annoncé samedi que les élections législatives retardées depuis des mois auraient lieu le 16 février 2020.

Une telle annonce restait cependant incertaine.

Le même président de la commission électorale avait proposé en septembre la date du 28 décembre. L'opposition et ses représentants au sein de la com-

mission avaient dénoncé un projet irréaliste et servant, selon elle, le projet prêté au président Alpha Condé de briguer sa propre succession en 2020.

L'Organisation internationale de la francophonie avait conclu que la date du 28 décembre était "à reconsidérer". L'OIF est un acteur accompagnant le processus électoral, responsable de la mise en oeuvre des recommandations d'un audit du fichier

électoral. Cette fois cependant, le nouveau calendrier a été adopté à l'unanimité des 16 membres de la commission présents (sur 17), a dit la commission dans un communiqué. Cette nouvelle date est énoncée alors que la Guinée est en proie à une agitation meurtrière depuis qu'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de la société civile a appelé à manifester pour faire barrage à un éventuel troi-

sième mandat du président Condé.

L'actuel Parlement est entré en fonctions en janvier 2014 pour cinq ans.

Des élections devaient se tenir fin 2018 ou début 2019, mais n'ont pas eu lieu pour des raisons politiques et techniques, au milieu de querelles exacerbées entre la majorité du président Condé et l'opposition.

G. K.

# Dans une Bolivie sous haute tension, Morales lance un appel au dialogue



**Le président, Evo Morales, a lancé samedi un appel au dialogue aussitôt rejeté par l'opposition, et des incidents se sont poursuivis dans la nuit dans une Bolivie sous haute tension, avec des mutineries d'unités policières et l'occupation de médias d'Etat par des manifestants.**

**D**ans la soirée, des incidents avaient toujours lieu à El Alto, ville collée à La Paz et considérée comme un bastion d'Evo Morales, selon des médias locaux.

Des groupes de manifestants pro-gouvernement bloquaient le péage sur l'autoroute reliant les deux villes, tandis que les installations d'une chaîne de télévision privée, Unitel, ont été détruites en début de soirée, a dénoncé la chaîne dans un communiqué.

Signe de la tension croissante, M. Morales a rapporté que la maison du gouverneur d'Oruro (ouest), membre du parti au pouvoir, le Mouvement vers le socialisme (MAS), avait été incendiée, ainsi que celle de sa sœur.

«Je lance un appel au dialogue avec les partis qui ont obtenu des sièges au Parlement lors des dernières élections générales, soit

quatre partis», avait déclaré un peu avant M. Morales, 60 ans, dans un discours à la nation, au cours duquel il a aussi appelé les policiers mutinés à mettre fin à leur mouvement.

Outre l'élection de nouveaux parlementaires, le scrutin du 20 octobre a abouti à la réélection à la présidence du leader indigène de gauche, au pouvoir depuis 2006, pour un quatrième mandat jusqu'en 2025.

Mais l'opposition ne reconnaît pas cette élection, qu'elle estime entachée de fraude et réclame sa démission. La vague de contestation qui a éclaté dès le lendemain du scrutin a fait trois morts et 200 blessés.

En revanche, M. Morales n'a pas appelé au dialogue les puissants comités de la société civile qui ont lancé le mouvement de protestation contre sa réélection.

#### «Rien à négocier»

Quelques minutes après cette allocution, Carlos Mesa, ancien président bolivien et principal rival de M. Morales lors du scrutin d'octobre, a rejeté sa proposition. «Je n'ai rien à négocier avec Evo Morales et avec son gouvernement», a-t-il déclaré. D'autres formations ont également décliné.

Les deux autres partis concernés sont le MAS de M. Morales et le Parti démocrate chrétien, une formation d'opposition.

Nouveau signe de la montée des tensions

en Bolivie, une foule de manifestants hostiles à M. Morales a occupé samedi à La Paz les sièges de deux médias d'Etat, Bolivia TV et Radio Patria Nueva, et a contraint leurs employés à quitter les lieux.

«Nous avons été chassés par la force après avoir reçu des menaces de personnes qui s'étaient rassemblées» devant l'immeuble dans lequel se trouvent ces deux médias, a déclaré, par téléphone à l'AFP, Ivan Maldonado, le directeur de Radio Patria Nueva.

#### Insultes

M. Morales a condamné l'occupation de ces médias par des manifestants. «Ils disent défendre la démocratie, mais ils agissent comme en dictature», a-t-il écrit sur Twitter.

Peu après, une radio du syndicat paysan CSUTCB à La Paz a également été envahie par des manifestants, selon un autre tweet de M. Morales qui a condamné «une attaque lâche et sauvage». «Dans le style des dictatures militaires, les putschistes attaquent des sièges syndicaux», a écrit le président.

«La situation en Bolivie est très grave. Le dialogue convoqué aujourd'hui est urgent», a écrit sur Twitter le chef de la diplomatie mexicaine, Marcelo Ebrard, confiant que son pays avait «déjà des demandes d'asile en cours», sans plus de précision.

Vendredi, 17 jours après le début des manifestations contre la réélection de M. Morales, trois unités de la police se sont mutinées dans la ville de Cochabamba (centre), puis à Sucre (sud, capitale constitutionnelle de la Bolivie) et à Santa Cruz, une région riche de l'est du pays et un bastion de l'opposition.

#### «Coup d'Etat»

Les mutineries se sont étendues dans la nuit de vendredi à samedi aux autres régions, selon les médias locaux.

«Notre démocratie est en danger à cause du coup d'Etat en cours que des groupes violents ont lancé contre l'ordre constitutionnel. Nous dénonçons devant la communauté internationale cette attaque contre l'Etat de droit», avait écrit M. Morales sur Twitter vendredi soir.

Le ministre de la Défense, Javier Zavaleta, a toutefois exclu une intervention militaire contre les mutins.

Le Mouvement vers le socialisme (MAS) au pouvoir avait appelé militants, organisations sociales et sympathisants à se rassembler samedi à La Paz pour défendre la réélection de M. Morales. Jusqu'à maintenant les rues de La Paz ont été surtout occupées par des manifestants de l'opposition.

AFP

## Donald Trump acclamé lors d'un match de football américain en Alabama

**D**onald Trump a été chaleureusement acclamé samedi par les spectateurs d'un match universitaire de football américain auquel il était venu assister à Tuscaloosa, en Alabama, dans le sud des Etats-Unis.

L'accueil réservé au président républicain dans cette région très conservatrice contraste fortement avec la réception hostile qu'il avait reçue à la fin octobre lors d'un match de baseball des World Series à Washington, une ville qui vote massivement démocrate.

M. Trump, actuellement visé par une enquête de parlementaires démocrates qui tentent d'obtenir sa destitution, a été massivement acclamé par une foule de plus de 100

000 personnes à son arrivée dans la tribune d'honneur du Bryant-Denny Stadium de Tuscaloosa.

Lorsque le président américain a salué la foule d'un geste de la main, des cris de «USA, USA» se sont élevés.

Plus tard, au cours du match de football universitaire entre Louisiana State University et University of Alabama, M. Trump a reçu une nouvelle ovation, et quelques huées éparses, lorsque son image est apparue sur les écrans géants du stade.

Louisiana State University a battu University of Alabama 46 à 41.

La First Lady Melania Trump et plusieurs

parlementaires d'Alabama et de Louisiane accompagnaient le chef de l'exécutif américain lors de cet événement sportif, le troisième auquel il assistait en deux semaines.

Le 28 octobre, M. Trump avait été mal accueilli dans la capitale fédérale lors de la cinquième rencontre des World Series, la finale du championnat de baseball entre les Washington Nationals et les Houston Astros.

La foule qui était en train d'acclamer des militaires se trouvant parmi les spectateurs était passée à des huées longues et retentissantes lorsque le système vidéo du stade avait montré M. Trump sur ses écrans géants.

Des spectateurs avaient scandé «Lock him

up!» (Enfermez-le !) à l'adresse du président.

Le slogan «Lock her up!» (Enfermez-la !) est une classique du public des meetings de Donald Trump qui vise Hillary Clinton, sa rivale démocrate à l'élection présidentielle de 2016. Les adversaires de M. Trump ont retourné la formule contre lui.

L'accueil avait ensuite été mitigé le 3 novembre lors d'un combat de MMA au Madison Square Garden à New York, où les acclamations s'étaient mêlées aux huées.

M. Trump est candidat à un second mandat lors de l'élection présidentielle qui se tiendra en novembre 2020.

AFP

Brésil



# Lula, remonté à bloc, accable Bolsonaro devant ses partisans

**Pour sa première journée de liberté, l'ex-président brésilien de gauche, Lula, a harangué plus d'un millier de sympathisants samedi près de Sao Paulo, attaquant violemment le président Jair Bolsonaro qui l'avait traité de «canaille».**

**C'**est un Luiz Inacio da Silva vociférant, souvent rouge de colère, qui s'en est pris violemment au président d'extrême droite, moins de 24 heures après sa sortie de prison.

«Jair Bolsonaro a été élu démocratiquement (en 2018), mais pour gouverner pour le peuple brésilien, et non pour les miliciens de Rio de Janeiro», a hurlé Lula sous les vivats de militants vêtus de rouge.

Il faisait référence à la mort sous les balles en mars 2018 de la conseillère noire de Rio, Marielle Franco, un assassinat encore non élucidé, mais pour lequel les milices de Rio ont été pointées du doigt.

«Je suis de retour !», a également lancé un Lula furieux à Sergio Moro qui l'avait condamné pour corruption. «Ce n'est pas un juge, c'est une canaille», a-t-il ajouté au sujet de celui dont l'impartialité a été contestée par des fuites et qui est devenu le ministre de la Justice de Jair Bolsonaro.

Emprisonné en avril 2018 pour huit ans et 10 mois pour avoir touché des pots de vin, Lula a été libéré vendredi à la faveur d'un arrêt de la Cour suprême permettant l'élargissement de près de 5 000 détenus, qui a outré la droite.

L'ancien syndicaliste a donné des embrassades émues à de nombreux proches, des militants et même des journalistes à son arrivée au siège du syndicat des métallos de Sao Bernardo do Campo, dans la périphérie de Sao Paulo, où il a livré tant de combats.

C'est aussi là qu'il s'était retranché deux jours durant en avril 2018, protégé par une immense foule de sympathisants, avant de se livrer aux autorités et d'être conduit à Curitiba (sud).

## «Un pays polarisé»

Loin de paraître affecté par ses 580 jours d'emprisonnement, bien au contraire, le chef charismatique de la gauche âgé de 74 ans était remonté à bloc, retrouvant ses accents de tribun devant une foule conquise, au milieu de drapeaux rouges, de statues et de portraits géants de lui.

Sortant de son silence samedi matin, Jair Bolsonaro avait demandé sur Twitter aux Brésiliens de «ne pas donner de munitions à la canaille» Lula, «qui est momentanément libre, mais chargé de culpabilité».

Cette première passe d'armes donne la tonalité du combat politique qui s'annonce, dans un pays menacé d'une polarisation encore plus grande après la libération de Lula.

Dès sa sortie de prison, vendredi, le fondateur du Parti des travailleurs (PT) avait annoncé, le poing levé devant ses partisans en liesse, vouloir parcourir le pays et «continuer à lutter pour le peuple brésilien».

Selon l'institut IBGE, quelque 13,5 millions de Brésiliens vivaient dans une extrême pauvreté en 2018, soit le chiffre le plus élevé en sept ans.

## «Cette folie dans le pays»

Dans une vidéo postée sur Twitter

samedi matin, Lula s'est dit «libre pour contribuer à libérer le Brésil de cette folie qui se déroule en ce moment dans le pays». «Il faut s'occuper de l'éducation, de l'emploi, des salaires, de la culture, du plaisir et de la joie», a-t-il expliqué.

Le taux d'approbation du gouvernement Bolsonaro est en chute libre dans les sondages depuis son entrée en fonction en janvier, tandis que l'économie stagne toujours.

Le septuagénaire Lula s'est également efforcé de paraître assez vigoureux pour mener d'âpres combats : «Je suis un très jeune homme. J'ai l'énergie d'un trentenaire», a-t-il assuré. Vendredi, celui qui s'apprête à épouser une femme 22 ans plus jeune que lui, était apparu dans une vidéo soulevant des haltères et courant sur un tapis dans sa prison.

Plusieurs milliers de manifestants ont protesté samedi à Sao Paulo contre l'arrêt de la Cour suprême qui a permis la libération de Lula.

«Je suis venu protester contre tous ces vols des politiques, et principalement de Lula, qui est un chef de bande. Avoir libéré cet homme est une aberration», a déclaré à l'AFP, Edecio Antonio, un retraité de 77 ans. Ce défilé se tenait dans plus de 70 villes à l'appel de l'organisation Vem Pra Rua (VPR), très active en 2016 dans les protestations qui ont conduit à la destitution de la présidente de gauche, Dilma Rousseff.

Aux cris de «Lula voleur», les manifestants ont défendu le ministre de la Justice, Sergio Moro. Il est représenté par ses partisans comme un symbole de la lutte contre la corruption dans le cadre de la campagne «Lavage express».

AFP

## L'Allemagne critique «l'égoïsme» américain le jour anniversaire du Mur de Berlin

**L**e président allemand a exhorté samedi les Etats-Unis de Donald Trump à faire preuve de «respect» à l'égard de leurs alliés et à tourner le dos à «l'égoïsme national», lors des cérémonies des 30 ans de la chute du Mur de Berlin.

Alors que ces festivités s'annonçaient comme consensuelles, Frank-Walter Steinmeier, dont le rôle est honorifique mais qui est considéré comme l'autorité morale du pays, a mis les pieds dans le plat en soulignant à cette occasion la dégradation des relations transatlantiques ces dernières années.

Devant la mythique Porte de Brandebourg, symbole jusqu'en 1989 de la «division de l'Allemagne», Frank-Walter Steinmeier a décrit dans un discours le rôle prépondérant des Etats-Unis, le «bras fort de l'Ouest», dans la fin du Rideau de fer, il y a trois décennies.

«Nous, les Allemands, nous devons beaucoup à cette Amérique. A cette Amérique en tant que partenaire dans le respect mutuel, en tant que partenaire pour la démocratie et la liberté, contre l'égoïsme national. C'est ce que j'espère aussi à l'avenir», a asséné M. Steinmeier. Une allusion voilée, mais limpide, à l'administration actuelle à Washington.

### Tensions

Donald Trump, qui n'a pas fait de visite officielle en Allemagne depuis son élection en 2016 et projette de construire un mur entre son pays et le Mexique, a, lui, salué samedi en l'Allemagne, «un des plus précieux alliés» des Etats-Unis.

Mais du contentieux au sujet des dépenses militaires à celui concernant le commerce, les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi tendues dans la période d'après-guerre que depuis l'élection de Donald Trump.

Au-delà, l'actuel chef de l'Etat américain a critiqué à plusieurs reprises l'Union européenne.

Le président français, Emmanuel Macron, s'est ainsi, lui aussi, cette semaine inquiété que «pour la première fois, nous avons un président américain (Donald Trump) qui ne partage pas l'idée du projet européen».

Le président allemand a aussi délivré des messages à la Nation allemande lors de cette célébration, dans un enthousiasme mesuré, de la fin du «Rideau de fer».

M. Steinmeier a déploré que «de nouveaux murs aient été construits dans tout le pays : des murs de frustration, des murs de colère et de haine».

L'Allemagne est en effet loin d'afficher le même optimisme qu'il y a 30 ans.

La fracture politique et économique entre l'Est et l'Ouest du pays, plus riche, reste d'une brûlante actualité, en particulier avec le succès de l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) dans l'ex-RDA communiste, où de nombreux habitants se sentent traités comme des citoyens de seconde classe.

Les coups de pioche dans cet édifice de béton de plus de 150 km de long avaient marqué la fin d'un monde coupé en deux et fait à l'époque espérer une longue ère de détente et d'unité, voire la «fin de l'Histoire».

Ces espoirs se sont aujourd'hui dissipés, avec un parfum de résurgence de la Guerre froide entre Occidentaux d'une part, Russie et Chinois de l'autre.

### Défense de la démocratie

Même entre les anciens alliés à l'Ouest, les sujets de friction se multiplient. Emmanuel Macron a jeté un pavé dans la mare diplomatique en diagnostiquant que l'Otan était «en état de mort cérébrale», s'attirant une réplique inhabituellement acide de Mme Merkel, contestant la vision «radicale» de M. Macron.

Les deux dirigeants se retrouveront à Berlin pour un dîner informel en présence d'acteurs de la chute du Mur.

La chancelière allemande a, elle aussi, appelé samedi l'Europe à défendre ses valeurs fondamentales comme «la démocratie et la liberté» face aux contestations grandissantes.

Certains pays d'Europe de l'Est comme la Hongrie ou la Pologne, pourtant pionniers dans la contestation de la dictature communiste dans les années 1980, se voient aujourd'hui accusés par l'Union européenne de ne pas respecter pleinement l'Etat de droit.

Sur une note plus joyeuse, des supporters du club berlinois de football berlinois, Hertha, ont eux symboliquement abattu un «Mur» de carton dressé sur la pelouse avant le coup d'envoi d'une rencontre de championnat face à Leipzig.

AFP

Incendies en Australie

# Les pompiers redoutent une aggravation de la situation

**Les pompiers australiens se préparaient dimanche à une aggravation, en milieu de semaine, des feux de brousse d'une rare intensité qui ont déjà fait trois morts sur la côte est du pays.**

Plus de 100 incendies étaient toujours actifs dimanche dans les Etats de Nouvelles-Galles du Sud et du Queensland (nord-est) et certains n'étaient toujours pas maîtrisés.

Une baisse des températures dans la nuit a cependant offert une journée de répit aux pompiers et à la population.

Dans les prochains jours, en raison de mauvaises conditions météorologiques, ces incendies devraient s'étendre au sein de ces deux Etats, y compris aux alentours de Sydney, et affecter l'Etat d'Australie-Occidentale (ouest).

Depuis vendredi, trois personnes sont décédées et 150 habitations ont été détruites alors que cinq personnes portées disparues ont été retrouvées.

Cependant, en raison de la nature imprévisible de ces incendies, les autorités n'excluent pas la possibilité que de nouvelles personnes soient portées disparues, a déclaré à l'AFP Greg Allan, porte-parole des pompiers en charge des incendies dans les zones rurales de Nouvelles-Galles du Sud.

Des températures élevées, un faible taux d'humidité et de forts vents sont attendus en milieu de semaine ce qui devrait contribuer à attiser les feux qui ne pourront pas être maîtrisés d'ici là, ont indiqué les autorités.

«Dans ces conditions, ces incendies vont se propager rapidement et menacer des vies et des habitations», ont prévenu dans un communiqué les pompiers de Nouvelles-Galles du Sud.

«Les conditions météorologiques seront



mauvaises, si ce n'est pires que celles que nous avons connues vendredi et cela pourrait affecter une région beaucoup plus vaste, notamment des zones très peuplées comme Sydney», ont-ils souligné.

Shane Fitzsimmons, responsable des pompiers de la Nouvelle-Galles du Sud, a indiqué que des dizaines d'équipes de pompiers supplémentaires seront déployés lundi afin de prévenir une aggravation de la situation.

Dimanche, dans le Queensland, plus de 1.200 soldats du feu ont lutté contre une cinquantaine d'incendies avec le soutien aérien de 39 appareils.

## Situation «sans précédent»

«Le Queensland ne connaît généralement pas de saison des incendies comme celle que nous connaissons cette année ou que nous avons connue l'an dernier», a déclaré à la presse la Première ministre de cet Etat, Annastacia Palaszczuk. Le gouvernement australien a accordé une aide de 685 dollars australiens (622 euros) au millier de personnes qui ont été obligées de quitter leur domicile.

L'émotion était vive dimanche dans un centre d'évacuation de la ville de Taree, située dans une des zones les plus affectées de Nouvelle-Galles du Sud. Un homme s'est

effondré en larmes en embrassant le Premier ministre Scott Morrison.

«Les gens subissent une énorme pression», a déclaré à la presse M. Morrison, dont le gouvernement a minimisé la menace du changement climatique. Il a été interpellé à ce sujet dans un centre de commandement des pompiers à Wauchope, en Nouvelle-Galles du Sud. Selon un journal australien, un homme lui a lancé: «Le changement climatique est réel, vous ne voyez pas?».

De tels incendies se produisent chaque année sur l'immense île-continent pendant le printemps et l'été en Australie.

AFP

## Espagne Début du vote pour les quatrièmes législatives

Les Espagnols ont commencé dimanche à voter pour les quatrièmes législatives en quatre ans, afin d'élire les 350 députés et 208 sénateurs des deux chambres du parlement espagnol.

Les bureaux de vote ont ouvert à 09H00 (08H00 GMT) dimanche. Selon les sondages, le chef du gouvernement socialiste sortant Pedro Sanchez devrait remporter le scrutin comme en avril mais sans une majorité lui permettant de mettre un terme à l'instabilité politique qui mine le pays depuis 2015.

Un total de 22.867 bureaux de vote ont été mis en place dans 8.131 municipalités espagnoles pour permettre aux électeurs de déposer leurs bulletins de vote dans près de 211.000 urnes.

Quelque 980.696 personnes ont déjà voté par correspondance en envoyant par voie postale leurs bulletins de vote dans le cadre de ce scrutin, dont le dépouillement des bulletins commencera immédiatement après la fermeture des bureaux de vote à 20h00 (HL), selon les données publiées par le gouvernement espagnol en fonction.

Les élections législatives anticipées du 10 novembre avaient été convoquées, le 24 septembre dernier, par le Roi Felipe VI d'Espagne, après la dissolution des deux chambres du Parlement espagnol, sur fond de l'échec des négociations entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et les autres formations politiques, en particulier le parti d'extrême gauche Podemos, pour former un nouveau gouvernement.

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est donné vainqueur par les dernières enquêtes d'opinion sur les intentions de vote qui ne créditent pas, toutefois, la formation de gauche d'une majorité absolue.

R. I.

Bangladesh et Inde

## Le cyclone Bulbul a frappé faisant six morts

Le cyclone Bulbul qui a frappé le Bangladesh et l'Inde, avec des vents violents et des pluies torrentielles, a fait au moins six morts et contraint deux millions de Bangladais à passer la nuit sous des abris, ont annoncé dimanche les autorités.

Le cyclone, qui était accompagné de vents atteignant les 120 km/h, a frappé samedi soir, entraînant la fermeture des aéroports et des ports.

Une personne a été tuée samedi en Inde par la chute d'un arbre à Calcutta alors qu'une autre est décédée par l'effondrement d'un mur dans l'Etat voisin d'Odisha (nord-est).

Au Bangladesh, quatre personnes ont perdu la vie après avoir été tuées par des arbres, ont déclaré à l'AFP des responsables locaux en charge de la gestion des catastrophes.

Dans la région côtière de Khulna, dans le sud du Bangladesh, la plus touchée du pays, des arbres déracinés sont tombés sur les routes, empêchant l'accès à cette zone.

Les parties situées à basse altitude ont été inondées, a indiqué à l'AFP le ministre en charge de la gestion des catastrophes.

Le cyclone a baissé en intensité à mesure qu'il pénétrait à l'intérieur des terres, ont précisé les autorités.

«Il s'est transformé en une grosse dépression, provoquant de fortes précipitations», a déclaré à l'AFP, Ayesha Khatun, responsable adjointe des services météorologiques bangladais.

Le cyclone Bulbul a d'abord frappé les Sundarbans, une région faite d'innombrables bras et canaux du delta du Gange et qui abrite la plus grande forêt de mangrove du monde.

Partagée entre le Bangladesh et l'Inde, cette région est aussi l'habitat du tigre du Bengale, une espèce menacée.

## «Les mangroves ont protégé»

«Les mangroves ont protégé la côte de l'impact de la tempête», a indiqué Mme Khatun.

Plus de deux millions de personnes au Bangladesh ont été évacuées et installées dans plus de 5.500 abris spéciaux.

Des militaires bangladais ont été dépêchés dans des villages et des dizaines de milliers de volontaires ont fait du porte à porte, appelant les habitants par haut-parleurs à s'enfuir, certains villages étant en dessous du niveau de la mer.

«Nous avons passé la nuit avec 400 autres personnes», a expliqué Ambia Begum, 30 ans. Réfugiée depuis samedi

dans la ville portuaire de Mongla avec ses trois enfants, elle s'inquiète pour son bétail et sa maison couverte d'un simple toit de paille.

Quelque 1.500 touristes sont restés bloqués sur l'île de Saint Martin, dans la baie du Bengale, les services maritimes ayant été interrompus par les intempéries.

En Inde, quelque 60.000 personnes ont été évacuées alors que l'ensemble des vols en partance ou en provenance de l'aéroport de Kolkata ont été suspendus pendant 12 heures.

Le Bangladesh est un pays plat situé pour l'essentiel à moins de 12 mètres au-dessus du niveau de la mer, et pour 10% de son territoire, en-dessous de ce niveau. Il est régulièrement touché par des cyclones qui ont fait sur les dernières décennies des centaines de milliers de morts, et dont la fréquence et l'intensité a augmenté ces dernières années.

Les autorités ont toutefois nettement amélioré leur capacité d'anticipation ces dernières années, et en février Fani, le plus gros cyclone à avoir frappé le pays depuis cinq ans, a tué une dizaine de personnes.

Par comparaison, en 2007, le cyclone Sidr avait fait plus de 3.000 morts.

AFP

10<sup>ème</sup> Fica

# Avant-première de *143, rue du désert* de Hassan Ferhani

**Le long métrage documentaire *143, rue du désert*, portrait poignant d'une femme gérante d'un petit relais routier dans le désert algérien, du réalisateur à succès Hassan Ferhani a été projeté, samedi à Alger, en avant-première algérienne.**

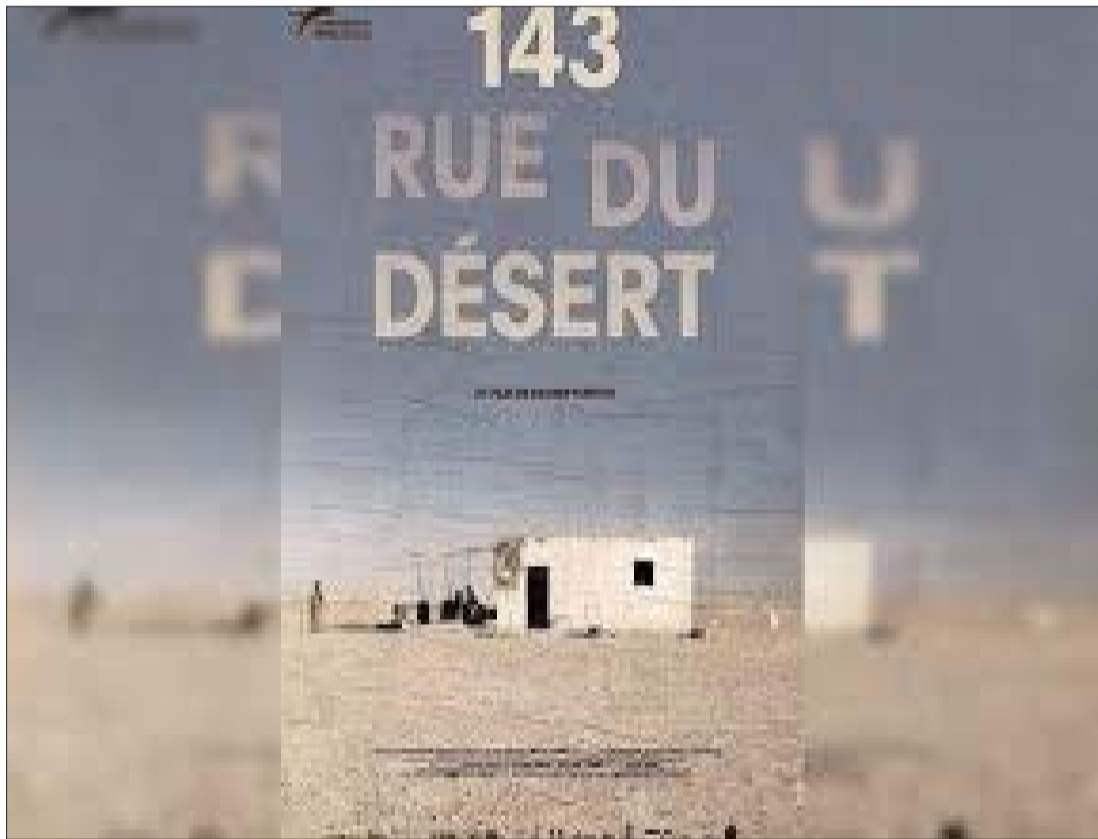
**D'**une durée de 100 mn, *143, rue du désert* a été projeté en compétition documentaire au 10<sup>ème</sup> Festival international du cinéma d'Alger (Fica) qui se poursuit dans les salles de l'Office Ryad El Feth depuis jeudi dernier.

Fidèle à son concept développé dans *Fi rassi rond-point* (Dans ma tête, un rond-point), un documentaire aux nombreuses distinctions, Hassan Ferhani a planté sa caméra chez Malika, qui gère seule un modeste relais routier, où elle a élu domicile, sur la route entre El Menéa (Ghardaïa) et Tamanrasset pour laisser la magie du cinéma opérer au fil des haltes des routiers, touristes et autres aventuriers.

Vendant du thé, du café, des cigarettes et autres petits plats rapides, Malika se tient au courant de ce qu'il se passe autour d'elle grâce à son contact continue avec les routiers de passage chez elle.

La spontanéité de la dame la pousse à s'adresser directement au réalisateur, oubliant la caméra, quand elle reçoit la visite d'une touriste polonaise faisant le tour du pays à moto, ou à se livrer à un jeu de rôles avec le journaliste et écrivain Chawki Amari qui avait rencontré Malika lors de l'élaboration de son roman *Nationale 1*.

Spontanée et humaine, Malika



s'attable souvent avec ses clients qui ramènent leurs préoccupations et leurs rêves pour animer le temps

d'une «omelette au sable» ou d'un thé, le quotidien difficile, mais serein de la vieille dame, qui refuse

de retourner chez elle dans une ville du nord-est du pays qu'elle n'évoque pas.

Le tournage se passe au moment où une grande station-service s'apprête à ouvrir ses portes, suscitant une petite inquiétude chez Malika qui refuse toujours de quitter son petit relais, son chat et ses chiens. Elle raconte également avoir subi des pillages lors de son installation et avoir tenu lors de la décennie de terrorisme.

Chauffeurs-routiers, imams, touristes étrangers ou algériens, troupes folkloriques de passage, tous marquent une halte au 143, rue du désert, un 20 m<sup>2</sup> avec vue étroite sur l'immensité du désert où le réalisateur a réussi à faire tenir tout une philosophie de vie sans exploiter la beauté des images que les alentours peuvent offrir.

Après son premier documentaire *Fi rassi rond-point* où Hassan Ferhani a planté sa caméra pour sonder la vie dans les abattoirs d'Alger, il confirme son style avec ce dernier-né tout en y ajoutant l'apport des acteurs Chawki Amari et Samir El Hakim, mais sans aucune mise en scène jouant ainsi avec la frontière de la spontanéité.

Sorti en août dernier, *143, rue du désert* a été primé dans des festivals en Egypte, en Tunisie et en Corée du Sud ainsi qu'à celui de Locarno.

H. L.

Projection de *Fatwa*

## Un film dénonçant la montée de l'extrémisme en Tunisie

Le long métrage de fiction *Fatwa*, histoire sanglante d'une famille tunisienne en proie à l'obscurantisme religieux et à la violence qu'a connus ce pays après la chute du régime en place en 2011, du réalisateur Mahmoud Ben Mahmoud, a été projeté samedi soir au public algérois.

D'une durée de 102 mn, ce film a été présenté au jury de la section long métrage du 10<sup>ème</sup> Festival international du cinéma d'Alger (Fica) qui se tient depuis jeudi dans les salles de l'Office Ryad El Feth.

Cette fiction relate l'histoire de Brahim, tunisien vivant en France qui rentre au pays enterrer son fils Marouane décédé dans un accident de moto. Jugeant que les circonstances du décès de son fils demeurent opaques il décide de remonter le fil des trois dernières années de son fils.

Découvrant que son défunt fils militait dans un groupe islamiste, Brahim interroge son ex-femme, députée et militante contre la montée l'extrémisme religieux en Tunisie, et découvre qu'elle avait été condamnée à mort par ce groupe après la parution de son livre et que son propre fils l'avait menacé avant de quitter la maison familiale.

Installé dans l'ancien appartement de son fils, Brahim met en doute le rapport sur le décès de son fils et son endoctrinement, lui qui était étudiant aux Beaux-Arts par ce prisme, le réalisateur montre toute l'ampleur et la puissance de l'endoctrinement qui pousse un jeune peintre à battre à mort sa muse et menacer sa propre mère.

Si le film, se déroulant en 2013, se base sur l'endoctrinement et la montée en puissance de l'extrémisme en plus de la résistance de la société civile tunisienne et des citoyens, il se termine cependant sur une note d'extrême violence critiquée par le public.

Inauguré jeudi, le 10<sup>ème</sup> Fica se poursuit avec encore au programme de la compétition des films comme *La Bolduc* du Canadien François Bouvier, *Yuli* de l'Espagnol Iciar Bollain, ou encore *Paysages d'automne* de Merzak Allouache projeté en avant-première algérienne. Le 10<sup>ème</sup> Fica se poursuit jusqu'au 16 novembre à salle Ibn Zaydoun alors que des rediffusions sont programmées à la salle Cosmos.

F. L.

Opéra d'Alger

## Le Festival culturel international de danse contemporaine s'ouvre à Alger

**L**e 10<sup>ème</sup> Festival culturel international de danse contemporaine (Fcidc) s'est ouvert samedi soir à Alger sous le signe de l'«Harmonie», avec des prestations conduites par les ballerines et les danseurs d'Algérie, de Russie, invité d'honneur du festival et du Portugal, dans des chorégraphies aux thèmes existentiels, marquées par la finesse du geste et la grâce du mouvement.

Le public présent à cette soirée à l'Opéra d'Alger a apprécié le rendu, durant deux heures, des trois troupes de danse, dont la compagnie Arabesque d'Algérie, qui est intervenue à deux reprises avec ses 18 ballerines, pour présenter deux danses sur les musiques de *Chams El Aâchiya*, (patrimoine andalou) et un thème sur une cadence zendali (variante rythmique chaouie), brillamment arrangées par Raouf Gadjeev.

Corps élancés et pas de danse précis, les jeunes ballerines de la troupe Arabesque ont mis en valeur leurs talents individuels, Celia Boudiaf, notamment, esquissant, en groupe réuni ou séparé avec Adam Bouchouchi, unique danseur de la troupe, différentes figures esthétiques exécutées avec grâce, dans des mouvements et

gestes aérés, appréciés du public qui a longtemps applaudi le travail de la compagnie, dirigé d'une main de maître par Fatma Zohra Namous Senouci, auteure et metteur en scène du programme présenté et commissaire du festival.

«Heureux», d'être au centre de ce 10<sup>ème</sup> festival, l'Ensemble Raketa de Russie, s'est présenté avec cinq ballerines et autant de danseurs, venus de Nizhny Nougourod (banlieue moscovite) pour livrer une prestation pleine, conçue en cinq tableaux, mêlant des danses traditionnelles au genre contemporain du Néo-Folk.

Dans divers accoutrements aux couleurs vives, les danseurs de la troupe Raketa ont exprimé en mouvement une partie du patrimoine russe, dans une prestation très physique, menée sur des cadences rapides.

Le Portugal est ensuite intervenue avec le duo Terratcha Flatland, animé par Raminhos Pinheiro Nella et D'à Cruz Dias Fernando Jorge qui ont présenté en 60 mn, un spectacle époustouflant, traitant de l'adversité et les contraintes d'un amour impossible.

Le duo portugais a livré à l'assistance un bon moment de danse contemporaine où la

grâce du geste et l'agilité de l'interprétation ont permis, à travers la beauté du mouvement, au corps, d'exprimer sa vérité, dans de belles options narratives, anéanti par moments et révolté dans d'autres, sur un fond musical séquentiel, oscillant entre tourments et harcèlements, puis délivrance.

En présence de représentants, du ministère de la Culture, et des missions diplomatiques accrédité à Alger, celles de la Russie, invité d'honneur, et du Portugal, animateurs de la soirée inaugurale, notamment l'assistance a apprécié de belles poésies en mouvement, savourant chaque moment de la soirée dans l'allégresse et la volupté.

Outre les troupes algériennes, des ensembles de Russie, Mali, Hongrie, Egypte, Maroc, Tunisie, France, Espagne, Portugal, Syrie et Ukraine, prennent part au 10<sup>ème</sup> Festival culturel international de la danse contemporaine d'Alger qui se poursuit jusqu'au 13 novembre, avec au programme de la journée d'hier, des ballets d'Algérie, de Russie, avec Rosconcert Company et les danseurs étoiles du Théâtre du Bolchoï, la France, l'Espagne et l'Ukraine.

L. O.

«La quiétude... c'est le bien de ceux qui ont à jamais choisi une part de leur destin, et rejeté l'autre.»  
Colette



«Gardons l'esprit libre, c'est l'unique quiétude, la vraie, la seule vraie.»  
Claude Jasmin

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

# OUARGLA : 1 800 FEMMES BÉNÉFICIENT DE MICRO-CRÉDITS



**A**u moins 1 827 femmes ont bénéficié, durant ces 10 dernières années de micro-crédits dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) à Ouargla, a-t-on appris auprès des responsables de cet organisme.

Ce dispositif a suscité, depuis 2004, l'engouement des femmes au foyer qui représentent un taux de 64% sur l'ensemble des bénéficiaires, a précisé à l'APS, la chargée de la formation et de l'accompagnement au niveau de l'antenne locale de l'Angem, Djamilia Chebicheb.

Elle a souligné que cet engouement est justifié par les avantages et les facilités accordées par l'Angem au profit des porteurs de projets y compris cette catégorie.

Il s'agit, en outre, de plusieurs femmes diplômées d'universités désirant investir dans certains créneaux économiques adaptés aux besoins du marché local, à l'instar de l'aquaculture et de l'industrie des cosmétiques à base des dattes et ses produits dérivés, a-t-elle ajouté.

Parmi ces porteuses de projets ayant déposé leurs dossiers au niveau de l'Angem à Ouargla, sept ont bénéficié de micro-crédits destinés, notamment à l'équipement de cabinet d'avocats, de bureaux d'études et pharmacies, a-t-elle fait savoir.

La majorité des micro-projets ont été financés à la faveur d'un montant global estimé à plus de 125,5 millions de dinars, selon la même responsable, signalant que 20 autres projets sont en voie de financement.

Pour sa part, le coordinateur de l'Angem à Ouargla Djatal Gana, a affirmé que sur 750 dossiers de la formule de financement triangulaire (bénéficiaire-banque-agence) déposés au niveau du comité de wilaya, au moins 550 micro-projets ont été avalisés par les banques.

Le nombre de micro-projets de la formule de financement triangulaire a atteint à ce jour les 200 projets, a ajouté M. Gana.

Généralisant près de 6 700 nouveaux emplois au profit de la main d'oeuvre locale, notamment ces projets se répartissent sur différents types d'activités, dont les services, l'informatique, les ateliers de couture, la mécanique, la soudure, la menuiserie de l'aluminium et autres, a-t-il fait savoir.

## ANTI-AGE

### Les huiles végétales, de vraies alliées beauté

**D'**amande, de sésame ou de macadamia, les huiles végétales sont devenues incontournables, aussi bien sur le visage, le corps que les cheveux. Pour nourrir et assouplir, traiter et sublimer... mais aussi parfumer. Les plus connues sont celles d'amande douce, d'argan et de jojoba... «Très simples d'utilisation, les huiles d'origine végétale sont de vrais produits à tout faire», explique Amanda Gérentes Chevilliat, responsable de la communication scientifique chez Melvita. «Elles permettent de venir à bout des petites rougeurs, d'une peau sèche, de cicatrices ou même d'allergies.» Naturelles, ces huiles sont obtenues par première pression à froid ou par macération à partir de graines, de noyaux de fruits ou de racines. Elles sont ensuite conditionnées ou mélangées à d'autres, afin de booster leur action.

#### PURES OU MÉLANGÉES

«Chaque huile végétale possède des propriétés différentes selon sa composition et sa concentration en acides gras», précise Amanda Gérentes Chevilliat. «Pour une action ciblée, on peut donc la choisir en fonction de ses besoins.» Les peaux matures trouveront du réconfort dans l'huile d'argan, réparatrice ou celle de rosier muscat, régénérante. Les épidermes qui manquent d'éclat iront vers les huiles de papaye ou de carotte qui donnent bonne mine. Si les huiles de noisette, de sésame ou de carthame s'adaptent à toutes les natures de peau, l'huile de noyau d'abricot s'adresse aux peaux mixtes, celle de nigelle est, elle, idéale contre l'acné. Certaines, plus épaisses, conviennent au massage du corps, comme l'huile de macadamia. Tandis que pour les cheveux, c'est celle de camélia, aux vertus assouplissantes, qui est recommandée. «Il existe aussi des cocktails déjà prêts qui associent argan, sésame, jojoba... et permettent de prendre soin de la peau et des cheveux. Rebaptisés sérum, concentré ou élixir, ils offrent un champ d'action plus large grâce à une grande diversité d'acides gras», précise Amanda Gérentes Chevilliat. D'autres actifs (vitamines, molécules parfumantes...) peuvent y être incorporés. Pour obtenir, au final, des huiles multifonctions et multi-usages parfaites pour une utilisation rapide et quotidienne.

#### ELLES SONT RÉGÉNÉRANTES ET ANTI-ÂGE

Très actives, les huiles végétales comptent de nombreux bienfaits. Le principal étant de combler le manque de lipides, en apportant les acides gras essentiels dont la peau a besoin et qu'elle ne synthétise pas naturellement avec, en tête, les

oméga-3 et les oméga-6. Mieux nourri et à l'abri de la déshydratation, l'épiderme devient, au fil des applications, plus souple. Riches en vitamines A et E, les huiles végétales accélèrent aussi le renouvellement cellulaire, tout en protégeant de l'oxydation et du vieillissement. Certaines marques leur associent des huiles essentielles aux propriétés raffermissantes, revitalisantes ou apaisantes. D'autres leur ajoutent quelques particules dorées, afin d'accentuer le fini satiné qui reflète la lumière et souligne, surtout en été, la couleur ambrée du bronzage.

#### LES HUILES VÉGÉTALES DOPENT LA FIBRE CAPILLAIRE

Sur les cheveux, comme sur la peau, la richesse des huiles en acides gras essentiels permet de réparer, mais aussi de faire briller. On peut en déposer quelques gouttes chaque jour sur des pointes abîmées pour les réhydrater et éviter les fourches. Autre utilisation, sous forme de masque sur les demi-longueurs. Pour bien faire pénétrer, on masse huile et cheveux, en ayant soin d'éviter le cuir chevelu (en général, suffisamment gras). On laisse poser une demi-heure, de préférence sous une serviette chaude, avant de rincer soigneusement. Un soin profond et nourrissant, idéal pour ressourcer sans alourdir, qui crée de plus un film autour de la fibre, lisse la cuticule, la fait briller davantage. Ce rituel, à renouveler chaque semaine, convient aussi aux cheveux colorés qui souhaitent «réveiller» leurs reflets et doper la fibre capillaire, souvent fragilisée par les colorations.

#### ELLES NOURRISSENT ET RÉÉQUILIBRENT L'ÉPIDERME

Les huiles sont idéales à chaque changement de saison pour revitaliser les épidermes fatigués (en cure de trois semaines). Elles peuvent aussi être très bénéfiques en régulant les peaux grasses. Dans tous les cas, deux ou trois gouttes suffisent. On peut en ajouter à sa crème de jour, afin de la renforcer en lipides et de la rendre encore plus nourrissante. Mais on peut surtout masser quelques gouttes d'huile directement sur le visage, un peu comme un sérum, plutôt le soir (pour éviter d'avoir le visage luisant dans la journée). Il faut l'appliquer par mouvements circulaires pour oxygéner la peau.

Et si on commence avec la pulpe des doigts, on n'hésite pas, ensuite, à masser le visage à pleines mains pour stimuler les tissus. On pourra même utiliser ce qui n'a pas été



absorbé sur les pointes des cheveux ou sur le pourtour des ongles pour les nourrir.

#### ELLES INVITENT AU MASSAGE ET SATINENT LE CORPS

L'huile a un effet sensuel qui appelle instinctivement au massage. Car, pour mieux pénétrer, la texture doit être plus ou moins longuement travaillée et chauffée sur la peau. Rien de plus simple donc que de l'étaler par de larges mouvements circulaires sur tout le corps, en partant du bas et en remontant vers le haut. Celles qui veulent accélérer l'application pourront la déposer sur une peau encore un peu humide : grâce à l'eau, l'huile va pénétrer plus rapidement.

Si vous souhaitez éviter l'effet un peu gras, misez sur les textures dites «sèches», enrichies en esters naturels (ou en silicones volatiles chez certaines marques) qui sont chargés de casser les molécules lipidiques. Plus légères, plus fluides, ces textures glissent sur la peau et ne nécessitent donc pas d'être longuement massées. Il suffit de les vaporiser sur les jambes, les bras ou le décolleté, puis de lisser avec la main.



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Édité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS



## CAF Awards 2019

## Dix Algériens parmi les nominés

Dix footballeurs algériens figurent dans la liste pour composer la meilleure équipe africaine 2019, dont la cérémonie de remise du trophée aura lieu le 7 janvier 2020 à Hurgada (Égypte), a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF). Il s'agit de Raïs M'Bolhi (Gardien/Ettifaq FC), Youcef Atal (Latéral droit/OGC Nice), Faouzi Ghoulam (Latéral gauche/SSC Napoli), Aïssa Mandi (Défenseur central/Bétis Séville), Ismaël Bennacer (Milieu/AC Milan), Sofiane Feghouli (Milieu/Galatasaray), Riyad Mahrez (Milieu/Manchester City), Youcef Belaïli (Milieu/Al Ahli), Baghdad Bounedjah (Attaquant/Al-Sadd SC) et Islam Slimani (Attaquant/AS Monaco). La meilleure équipe africaine 2019 sera issue du vote des joueurs eux-mêmes, selon le principe qui régit le World Best 11. Outre l'élection du Onze-type de l'année, la Confédération africaine de football (CAF) procédera lors de ladite cérémonie à la remise du trophée du meilleur joueur africain, dont la liste des nominés n'a pas été encore rendue publique, et d'autres distinctions. Bien que champions d'Afrique en titre et évoluant dans des clubs professionnels à l'étranger, les nominés algériens pour l'équipe-type CAF-FIFPro Afrique de l'année seront quand même confrontés à une rude concurrence.

## Basket/Championnat arabe dames de basket-ball

## Le GSP en demies aux dépens du COD Meknès

Le GS Pétroliers s'est qualifié pour les demi-finales du Championnat arabe des clubs féminin de basket-ball, en s'imposant devant le club organisateur du COD Meknès 72-60 (mi-temps: 38-34), en quart disputé samedi soir à Meknès (Maroc). En demi-finale prévue dimanche (17h00), les Pétroliers affronteront les Tunisiennes de l'ES Cap-Bon qui ont éliminé les Algériennes d'Hussein Dey Marines (75-69). La deuxième demi-finale opposera le Club Beyrouth du Liban, qui a battu les FAR du Maroc (61-37) et le Chabab Faheys de Jordanie qui s'est imposé devant le Club Sfaxien de Tunisie (74-70).

Ligue 1 (10<sup>ème</sup> journée)

## Le CRB battu, le MCO et le CSC reviennent au galop



Le coleader du championnat, le CR Belouizdad, a été battu par le CS Constantine et encaisse sa première défaite de la saison. Les Sanafirs et grâce à ce succès recollent au peloton de tête en compagnie du MC Oran petit vainqueur du NC Magra, alors que le Clásico de cette journée, MCA-JSK, est programmé pour mercredi prochain, en raison de la participation du Doyen aux 8<sup>èmes</sup> de finale de la Coupe arabe des clubs champions. La défaite du CRB devant le CSC a

été la principale attraction de cette journée. Un magnifique but de Benayada (36') a scellé le sort de cette rencontre qui a vu le coach belouizdadi, Abdelkader Amrani, tomber devant son ancien club constantinois. Ce succès, ô combien précieux permet aux Sanafirs de revenir dans la course en s'installant à la 5<sup>e</sup> place (15 pts), à une longueur du duo, MC Oran-JS Saoura, vainqueurs respectivement du NC Magra (1-0) et de l'US Biskra (2-1). Si les Oranais ont fait l'essentiel en se contentant du

but de Frifer (38'), par contre les gars de la Saoura, lourdement battus en match retard par l'USM Alger (1-4), ont du attendre la 2<sup>e</sup> mi-temps pour renverser une situation fort compromise. Menés dès la 7<sup>e</sup> minute par un but de Messaadia, ils ont fait appel au punch de Hamia auteur du doublé (56<sup>e</sup> et 66<sup>e</sup> sur penalty) pour s'assurer les trois points de la victoire et garder ainsi le contact avec le groupe de tête. Le derby algérois, USM Alger - NA Hussein Dey, s'est terminé sur un score vierge (0-0). Les deux équipes ont réussi l'exploit de rater chacune un penalty. D'abord, l'USMA par Cherifi (70e) puis le NAHD par Yaya (90'). Un nul qui arrange beaucoup les plus les Sang et Or. Les deux équipes des Hauts-plateaux ont gagné ce samedi. Le CABB Arréridj devant le Paradou (2-0) et l'ES Sétif face à l'USM Bel Abbès (2-1). Une victoire qui leur permet de respirer beaucoup mieux et se dégager de la zone rouge dans laquelle s'enlisent dangereusement l'US Biskra (9 pts), l'ASO Chlef et le NC Magra (8 pts) et le Paradou (7 pts). Ce dernier est beaucoup plus préoccupé par son aventure africaine en se qualifiant avec brio pour la phase des poules.

Imad M.

## Résultats et classement :

ASAM - ASO	1-0
MCO - NCM	1-0
CSC - CRB	1-0
USM A - NAHD	0-0
JSS-USB	2-1
CABBA - PAC	2-0
ESS-USMBA	2-1

Mercredi 13 novembre :  
MCA - JSK (18h45)

	Pts	J
1). MC Alger	20	8
—). CR Belouizdad	20	9
3). MC Oran	16	9
—). JS Saoura	16	9
5). CS Constantine	15	10
6). AS Aïn M'laïla	14	10
—). USM Alger	14	9
8-). JS Kabylie	13	8
9 ). CABB Arréridj	12	9
10). NA Hussein-Dey	11	10
11). USM Bel-Abbès	10	9
—). ES Sétif	10	10
13). US Biskra	9	10
14). ASO Chlef	8	9
—). NC Magra	8	10
16). Paradou AC	7	8

Ligue 2 (12<sup>ème</sup> journée)

## L'OM prend le large, l'USMAN enfonce l'USMH

L'Olympique de Médéa a creusé l'écart à six points en tête de la Ligue 2 algérienne de football, en dominant l'Amel Boussaâda (2-1) en match disputé samedi soir au stade Imam Lyès pour le compte de la 12<sup>e</sup> journée, ayant vu le RC Relizane remporter le derby de l'Ouest contre l'OM Arzew (3-2), au moment où l'USM Annaba a enfoncé l'USM El Harrach dans le duel des mal-classés (4-2). C'est cependant l'OM qui a réalisé la meilleure opération de cette journée, en portant son capital à 28 points, soit à six longueurs de son Dauphin, le WA Tlemcen, qui de son côté a complètement raté le coche, en concédant une défaite inattendue chez le mal classé MC EL Eulma (2-1). Certes, après l'ouverture du score par Zerguine (50'), les Zianides avaient bien réagi, en égalisant par Oukil (76'), mais ils sont très vite retombés dans leurs travers, en concédant un nouveau but devant Kadous (85'). A l'instar du WAT, d'autres clubs sociétaires du peloton de tête sont passés à côté ce samedi, dont certains sur leurs propres terrains, comme ce fut le cas pour le RC Arba et l'AS Khroub, forcés de partager les points chez eux, respectivement avec la JSM Béjaïa et le MC Saïda, sur le même score d'un but partout. Le RCA peut même s'estimer heureux d'avoir sauvé les meubles, car ayant commen-

cé par être longuement mené au score, avant de parvenir à arracher l'égalisation, par l'intermédiaire de Doumi (54'). Le RC Relizane a donc été un des rares pensionnaires du peloton de tête à avoir empoché les trois points au cours de cette 12<sup>e</sup> journée, et c'était à l'arrachée, puisque l'OMA lui tenu la dragée haute dans ce derby de l'Ouest, ayant connu un scénario complètement fou. En effet, après l'ouverture du score par Derrag (4'), les visiteurs ont rapidement égalisé, par Senabi (6'), ce qui cependant n'a pas affecté le RCR outre mesure, puisqu'il a vite repris l'avantage au score, par Kouriba (7'), avant que le vétéran Mohamed Seguer ne corse l'addition à la 59'. Mais loin de s'être avoué vaincu, l'OMA a continué à jouer l'attaque à outrance, menant la vie dur au RCR, surtout après avoir réussi à réduire la marque par El Bahari à la 68'. Ainsi, malgré l'avantage du terrain et le soutien du public, le RCR a connu une fin de match des plus difficiles, et c'est vraiment par chance qu'il a réussi à conserver son avance jusqu'au coup de sifflet final (3-2). Autre match à avoir connu un scénario palpitant, le choc des mal-classés USM Annaba - USM El Harrach, ayant tourné finalement à l'avantage des Tuniques Rouges (4-2). Après l'ouverture du score par Boudina (37'), le défenseur Harrachi, Abdet, a

commis une grosse erreur, en marquant lui-même contre son propre camp, à la 45'+2. Cependant, et conscients qu'il s'agissait d'un match à six points et qu'il fallait donc impérativement réussir un bon résultat, les Jaune et Noir sont repartis à l'abordage et sont parvenus à leurs fins, d'abord grâce à Bayod, ayant réduit le score à la 58', puis Abdet, qui s'est bien rachaté de sa boulette, en égalisant à la 69'. Un scénario complètement fou, qui a donné lieu à un autre dans la foulée, puisqu'au moment où les Harrachis pensaient repartir avec le point du nul, l'USMAN a bénéficié d'un penalty à la 90', et il fut transformé par Boukemia (3-2). Abattus de laisser filer ce précieux point après tant d'efforts, les Jaune et Noir se sont complètement effondrés dans le temps additionnel, au point de concéder un quatrième but, devant ce même Boukemia (90'+3). Plus tard dans la soirée, le MO Béjaïa a dominé la JSM Skikda grâce à un but unique, signé Soltane à la 51', au moment où l'ASM Oran a amené un précieux nul de son déplacement chez le DRB Tadjanet (1-1). Les choses avaient pourtant bien commencé pour le club hôte, ayant ouvert le score dès la 31' par Chettaf, avant de concéder l'égalisation devant El Habiri (68').

## Résultats et classement :

RCA - JSMB	1-1
RCR-OMA	3-2
OM - ABS	2-1
ASK - MCS	1-1
USMAN - USMH	4-2
MCEE - WAT	2-1
DRBT - ASMO	1-1
MOB-JSMS	1-0

	Pts	J
1). O. Médéa	28	12
2). WA Tlemcen	22	12
3). RC Relizane	21	12
4). RC Arbaâ	20	12
5). AS Khroub	18	12
6). ASM Oran	17	12
7). MO Béjaïa	16	11
—). JSM Skikda	16	12
—). OM Arzew	16	12
—). DRB Tadjanet	16	12
11). USM Annaba	15	12
—). MC El Eulma	15	12
13). MC Saïda	14	12
14). A. Boussaâda	13	12
15). JSM Béjaïa	7	11
16). USM El Harrach	6	12





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

## Plusieurs wilayas touchées Chutes de neige sur les reliefs dépassant les 1 000 mètres

Des chutes de neige affecteront les reliefs du centre, de l'est et de l'ouest du pays, dépassant les 1 000 mètres d'altitude, depuis hier en fin de journée, indique un bulletin météorologie spécial (BMS) diffusé par l'Office national de météorologie. Les chutes de neige concernent les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda, Naâma, El Bayadh, Tizi Ouzou, Bouira, Béjaïa, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Batna et Khenchela, depuis à 18h00 au lundi à 6h00. L'épaisseur estimée oscille entre 5 et 15 cm, précise la même source.

M. L.

Transport maritime

## Report et annulation de rotations vers Marseille à cause des intempéries

Plusieurs rotations de car-ferries assurant la liaison entre des villes algériennes et Marseille, prévues pour cette semaine ont été reportées ou annulées en raison des intempéries, a indiqué hier, l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv). Ainsi, le départ du car-ferry *Tassili II* d'Oran vers Marseille, a été prévu hier, 10 novembre à 12h, est reporté à une date ultérieure, fait savoir l'Entmv dans un communiqué. De plus, le départ du car-ferry *Tariq Ibn Ziyad* d'Alger vers Marseille, prévu pour aujourd'hui 11 novembre à 12h00, a été reporté au mardi 12 novembre. L'enregistrement et l'embarquement des passagers et auto-passagers de ce voyage «se feront à partir de 14h00 jusqu'à 18h00 au plus tard», a précisé la même source. Quant aux départs du car-ferry *Tassili II* de Marseille vers Skikda, prévu mardi 12 novembre à 12h00, et de Skikda vers Marseille prévu le jeudi 14 novembre à 12h00, l'entreprise nationale indique qu'«ils sont annulés». Ces reports sont dus aux mauvaises conditions météorologiques sévissant actuellement en Méditerranée, empêchant la sortie des car-ferries, a expliqué la même source.

Riad D.

Béchar

## Saisie de 50 kg de kif traité

Cinquante kilogrammes de kif traité ont été saisis à Béchar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué lundi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Un détachement de l'ANP a saisi, à Béchar/3°RM, 50 kg de kif traité, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Sétif/5°RM, trois individus et saisi 40 912 unités d'articles pyrotechniques», a précisé le MDN. A Tamanrasset (6° RM), 12 individus ont été arrêtés, samedi, par un détachement de l'ANP qui a saisi également un véhicule tout-terrain, sept groupes électrogènes et six marteaux-piqueurs dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, a ajouté la même source. A Tiaret (2° RM), des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté un individu et saisi six fusils de confection artisanale et une quantité de munitions, alors qu'à Ouargla (4°RM), 18 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés, a indiqué le MDN.

M. L.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LES COMPTES DE LA CNR DANS LE ROUGE !

LES LAISSÉS POUR COMPTE AUSSI



Qualifications CAN-2021/EN-Zambie

# Belkabla et Soudani reviennent



Par Imad M.

Le sélectionneur de l'Equipe nationale de football, Djamel Belmadi, a dévoilé hier la liste de 23 joueurs qui prendront part aux deux premières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2021 (CAN 2021), face à la Zambie, le 14 novembre à Blida et au Botswana, le 18 du même mois à Gaborone. Cette liste, rendue publique par la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel, est marquée par la convocation pour la première fois de trois nouveaux noms. Il s'agit de Maxime Spano-Rahou (FC Valenciennes/France), Réda Halaimia (K Beerschot VA/Belgique) et Adam Zorgane (Paradou AC). A noter le retour en sélection de l'attaquant Hillel Soudani (Olympiakos/Grèce), écarté pendant plusieurs mois après une grave blessure au genou et qui commence à retrouver toutes ses sensations avec le club grec. Aussi, Haris Belkebla, renvoyé de l'équipe et privé de CAN 2019 pour des raisons discipli-

naires à quelques jours du coup d'envoi de la compétition, a été rappelé par Belmadi qui lui accorde ainsi une deuxième chance. La surprise consiste en l'absence du milieu de terrain Yacine Brahimi (Al-Rayyan SC/Qatar) et à un degré moindre Hichem Boudaoui qui ne joue pas à Nice (France). Adam Ounas (Nice), de retour de blessure, n'a pas été non plus convoqué. Face à la Zambie et au Botswana, il s'agit des premiers matchs officiels des Verts depuis leur consécration à la dernière CAN 2019 disputée en Egypte. Le coach des Fennecs attache une très grande importance à ces deux matchs et souhaite entamer la campagne pour la qualification à la CAN 2021 en force.

I. M.

Liste des 23 joueurs :

**Gardiens de but :** Raïs M'bolhi (Al-Ittifaq/Arabie Saoudite), Azzedine Doukha (Al-Raed/Arabie Saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz/France).

**Défenseurs :** Djamel

Benlameri (Al-Shabab/Arabie Saoudite), Aïssa Mandi (Bétis Séville/Espagne), Maxime Spano-Rahou (FC Valenciennes/France), Ramy Bensebaïni (Borussia Monchengladbach/Allemagne), Mehdi Tahrat (Abha/Arabie Saoudite), Youcef Atal (Nice/France), Reda Halaimia (K Beerschot VA/Belgique), Ayoub Abdellaoui (FC Sion/Suisse).

**Milieux :** Haris Belkebla (Stade brestois/France), Adlene Guedioura (Al-Gharafa/Qatar), Ismaïl Bennacer (Milan AC/Italie), Mehdi Abeid (Nantes/France), Sofiane Feghouli (Galatasaray/Turquie), Ryad Mahrez (Manchester City/Angleterre).

**Attaquants :** Adam Zorgane (Paradou AC), Islam Slimani (AS Monaco/France), Andy Delort (Montpellier/France), Hillel Soudani (Olympiakos/Grèce), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/Qatar), Youcef Belaïli (Al-Ahly/Arabie Saoudite).

## ACTU...

Chlef

### Deux morts dans un glissement de terrain

Deux personnes sont décédées dans un glissement de terrain survenu, samedi, dans la commune de Aïn Mrane dans la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

«L'accident est survenu à la mi-journée, au lieu-dit Aïn Kahla de la commune de Aïn Mrane, suite à des travaux de creusement d'une tranchée destinée à une conduite d'assainissement», a indiqué à l'APS, le chargé de la communication auprès de ce corps, le lieutenant Mohamed Messaâdia.

Les deux victimes, âgées de 34 et 49 ans et originaires de la région, sont mortes emportées par le glissement de terrain, a-t-on ajouté de même source. L'intervention des unités de la Protection civile de Taougrit et Aïn Mrane a permis l'extraction des dépouilles des victimes, avant leur transfert vers la polyclinique de Aïn Mrane, est-il précisé, par ailleurs.

T. L.

Recherche/innovation/récompense

### L'Algérie prend part à la cérémonie Les prix du Québec

L'Algérie a pris part dernièrement à la cérémonie Les prix du Québec récompensant des personnalités dont les oeuvres, les travaux et les recherches ont marqué la littérature, les arts et les sciences.

Le gérant intérimaire du consulat général d'Algérie à Montréal, M. Mehila Messaoud a pris part le 6 novembre courant à la cérémonie Les prix du Québec organisée par le gouvernement du Québec récompensant des personnalités dont les oeuvres, les travaux et les recherches ont marqué la littérature, les arts et les sciences.

A l'occasion de cette manifestation, l'algérien Zaghbi Karim, chercheur dans le domaine de l'électrification des transports et en stockage d'énergies, s'est vu décerner le Prix Lionel-Boulet pour la recherche et le développement en milieu industriel. Après avoir reçu son prix des mains du ministre québécois de l'Economie et de l'Innovation, M. Zaghbi a tenu à remercier l'Algérie son «pays d'origine» qui lui a assuré toute sa scolarité sans aucun frais et l'a aidé à se mettre sur les rails de la science et de la recherche.

R. K.

Formation professionnelle

### Les vacances alignées à celles de l'éducation nationale

Les vacances du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels seront alignées à celles de l'Education nationale, a-t-on appris samedi auprès du ministère concerné. La décision d'aligner les vacances de la Formation et de l'Enseignement professionnels à celles de l'Education nationale est intervenue suite à la «demande persistante» du personnel de ce secteur, précise la même source.

Les formateurs et les stagiaires du secteur sortiront ainsi en vacances d'hiver le 19 décembre 2019 et rejoindront leurs établissements le 5 janvier 2020.

L. M.